

حکومت اسلامی

2 Le Monde • Dimanche 8 - Lundi 9 juillet 1990 •••

Le Monde
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE,
75001 PARIS CEDEX 15
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
630 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises
« Association Beuve-Méry »
M. André Fontaine, gérant.

Le Monde
PUBLICITE

André Fontaine, président
François Huguet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
Micheline Derlemau,
directrice du développement
5, rue de Valenciennes, 75001 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F
Tél. : (1) 45-55-91-71 • Société filiale
du journal Le Monde et Revue Presse 24

Imprimeur
du Monde
12, rue de Valenciennes
75001 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-71

Reproduction interdite de tout article
sans autorisation écrite de l'éditeur

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57-437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et
index du Monde au (1) 42-22-20-20

LE MONDE TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LAI

ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-32-90

Tarif	FRANCE	SUISSE BELGIQUE LUXEMB.	ALTES PAYS hors Europe et C.E.E.
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1122 F	1580 F
1 an	1400 F	2066 F	2960 F

ÉTRANGER :
par voie aérienne tarif sur
demande.
Pour vous abonner
RENOVEZ CE BULLETIN
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
36-15 LEMONDE
code d'accès ABO
SERVICE À DOMICILE :
Pour tous renseignements :
Tél. : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou
provisaires : nos abonnés sont invités
à formuler leur demande deux
semaines avant leur départ, en indi-
quant leur numéro d'abonnement.

**BULLETIN
D'ABONNEMENT**

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 1 an

☐ ☐ ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les
montants payables en espèces d'impression.

99 Paris 88 011 MONDI

Édité par la SARL Le Monde
Gérant : André Fontaine,
directeur de la publication
Anciens directeurs
Hubert Beuve-Méry (1944-1989)
Jacques Fauvet (1989-1982)
André Laurens (1982-1985)
Directeur de la rédaction :
Daniel Vernet
Administrateurs délégués :
Antoine Griset, Nelly Pierret
Rédacteurs en chef :
Bruno Frappet,
Jacques Amiaud,
Jean-Marie Colombani,
Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE,
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-86-25-25
Télécopieur : (1) 40-86-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-30-10
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Tél. : 2612117 MONDSIR

DATES

Il y a deux cents ans

La Fête de la Fédération

LORSQU'EN 1880 les républi-
cains au pouvoir doivent
choisir une date de notre
histoire pour décréter une
fête nationale, ils s'accor-
dent assez vite sur le répertoire où il
leur faut puiser : celui de la Révolution
française. La glorieuse décennie,
cependant, a été fort riche en « jour-
nées ». Alors laquelle ? Aucune n'est
dépourvue d'ambiguïté. On pourrait
dire la date du 5 mai 1789, ouver-
ture des États généraux ; mais com-
ment éviter de célébrer avec elle le
roi qui les octroya ? Ou bien celle du
21 septembre 1792, Valmy et la pro-
clamation de la République ; mais
derrière celles-ci se dessinent trop les
massacres de septembre. Ou encore
le 4 août 1789 ?

La nuit célèbre à l'avantage d'avoir
exclu toute violence, mais l'inconvé-
nient d'être moins parlante à l'imagi-
nation d'hommes qui sont à la
recherche d'un événement fondateur,
et restent sensibles, comme leurs
grands ancêtres, à la dramaturgie de
la rupture. Ce sera donc, et c'est tou-
jours pour nous, le 14 juillet, malgré
le sang qui l'éclaboussa.

Cette tâche originale, une circon-
stance heureuse permet aux républi-
cains de n'y pas trop songer. Car le
14 juillet est un anniversaire double :
celui de la prise de la Bastille, certes ;
mais aussi celui de l'immense mani-
festation pacifique qui, le 14 juillet
1790, en fut la première commémora-
tion — la Fête de la Fédération
dont voici le bicentenaire.

Notre 14 juillet vit donc d'un
amalgame que nul n'a poussé plus
loin que Péguy : selon lui, il faut
tenir la prise de la Bastille pour une
autocommémoration instantanée et y
voir, à rebrousse-chronologie, une
« première Fédération ». C'est faire
refluer vers le premier de nos 14 jui-
lets la force tranquille du second,
conjurant les souvenirs de la division
nationale. Effacée l'émeute, oubliés
les outrages faits à Launay, la tête
cassée de Flesselles, les trophées bar-
bares de l'été révolutionnaire. Aux
scènes fraternelles du deuxième
14 juillet, notre fête nationale, anni-
versaire d'un anniversaire, fête d'un
fête, emprunte son rayonnement, que
résume le beau mot de « fédéra-
tion ».

Averse et bourrasque

Le prestige du 14 juillet 1790, on
le mesure encore à ce trait remarqua-
ble : la journée a su fédérer jusqu'aux
historiens de la Révolution. Une his-
toire patriotique, à la Michélet, salue
en elle l'acte de baptême du sentiment
national. Une histoire religieuse y
voit la vivante preuve de la parenté
du message chrétien et du message
révolutionnaire : c'est le thème de
Buche, celui de Louis Blanc. Une
histoire populiste et progressiste y lit
volontiers le surcroît militant
d'hommes qui rêvent désormais de
s'en remettre à l'Assemblée nationale
et prennent eux-mêmes en charge les
destinées de la Révolution : motif
cher à Jaurès. Républicains, socia-
listes, chrétiens : en faisant du
14 juillet 1790 la date-phare de la
Révolution, ces hommes divers
exhibent ce qui les unit, la déstabi-
lisation de l'individualisme. S'ils aiment
tant la Fédération c'est parce qu'elle
a, selon eux, protesté contre une
humanité pulvérisée en individus
indépendants, chacun cloisonné dans
la poursuite de son intérêt per-
sonnel.

De cette éblouissante journée
réconciliatrice, on peut pourtant faire
un récit maussade. La grande fête du
14 juillet 1790 est le couronnement
de toute une série de rassemblements
échelonnés au long des douze pre-
miers mois de la Révolution. Au
commencement de tout, il y a eu, dans
l'été 89, de frustes réunions, nées
de l'émotion de la Grande Peur, pactes
d'alliance entre des villages
qu'enlève l'approche supposée des
brigands, minuscules fédérations où la
violence partout affleure, où la
haine de la fraternisation ne fait
jamais oublier l'angoisse. Quelques
mois encore, et on voit fleurir des
fédérations beaucoup plus vastes
entre provinces : l'Assemblée les
favorise pour canaliser la turbulence
des gardes nationales et contrôler
leurs rapports avec les troupes régu-
lières.

Ce sont ces réunions provinciales
qui vont à leur tour se fédérer dans
la grande manifestation parisienne
du 14 juillet 1790, doublée sur tout
le territoire par les fêtes où, dans une
obsession de simultanéité, les muni-
cipalités font dire la messe et prêtent
serment à la même heure, exacte-
ment, qu'à Paris. Mais surtout ce
sont des groupes armés, soit régu-
liers, soit volontaires, qu'on fédère.
Sur ces fédérations flotte donc tou-
jours l'obsession défensive qui a pré-
sidé à leur naissance.

Et l'élan spontané qui a soudé les
groupes villageois s'efface de plus en
plus au cours de l'année, pour dispa-
raître tout à fait de la grande fête
parisienne, si vantée pourtant. Car
celle-ci n'a brillé ni par l'invention

des hommes ni par la grâce du ciel.
Champs-de-Mars noyé sous l'averse,
banderoles mises en piteuses par la
bourrasque d'Ouest, robes blanches
transpercées et curés bleus de froid
agrippés à la hampe des drapeaux tri-
colores comme des naufragés à un
mât en perdition. « L'auteur de la
nature », comme disent les procès-
verbaux du temps, s'étant peu soucié
de « faire briller le soleil sur les
enfants de la liberté ».

conformité miraculeuse de la révo-
lution avec l'esprit de l'évangile, met-
tre le bouleversement révolutionnaire
sous la protection d'une figure iné-
dite : celle d'un « Jésus patriote ».
Comme dans les régions protestantes
les pasteurs sont là aussi, qui appor-
tent leur concours à la cérémonie.
On peut croire que la Fédération, qui
abolit les différences régionales, abo-
lit en même temps les différences
d'opinion et de confession.

masculine, bourgeoise. Aristocrates,
femmes, citoyens passifs, cela fait
beaucoup d'exclus. De là à suggérer
que ce n'est pas la Fête de la Fédéra-
tion, mais la dictature montagnarde
qui concentre l'expérience fraterni-
taire de la Révolution française, il
n'y a qu'un pas, que franchiront
Buche et Louis Blanc.

Faut-il tenir pour une imposture le
choix de cette date, que nous com-

me, dans villes et villages, le peuple
exige et parfois obtienne, en forçant
le barrage des notabilités, de se
« fédérer » lui aussi, montre que
c'est bien ainsi qu'elle a été interpré-
tée. « La Constituante pouvait se
figurer qu'elle y appelait toute la
nation », Jaurès, qui le dit de l'appel
au vote des citoyens actifs, pourrait
le dire aussi bien de l'appel des fédé-
rés au Champ-de-Mars.

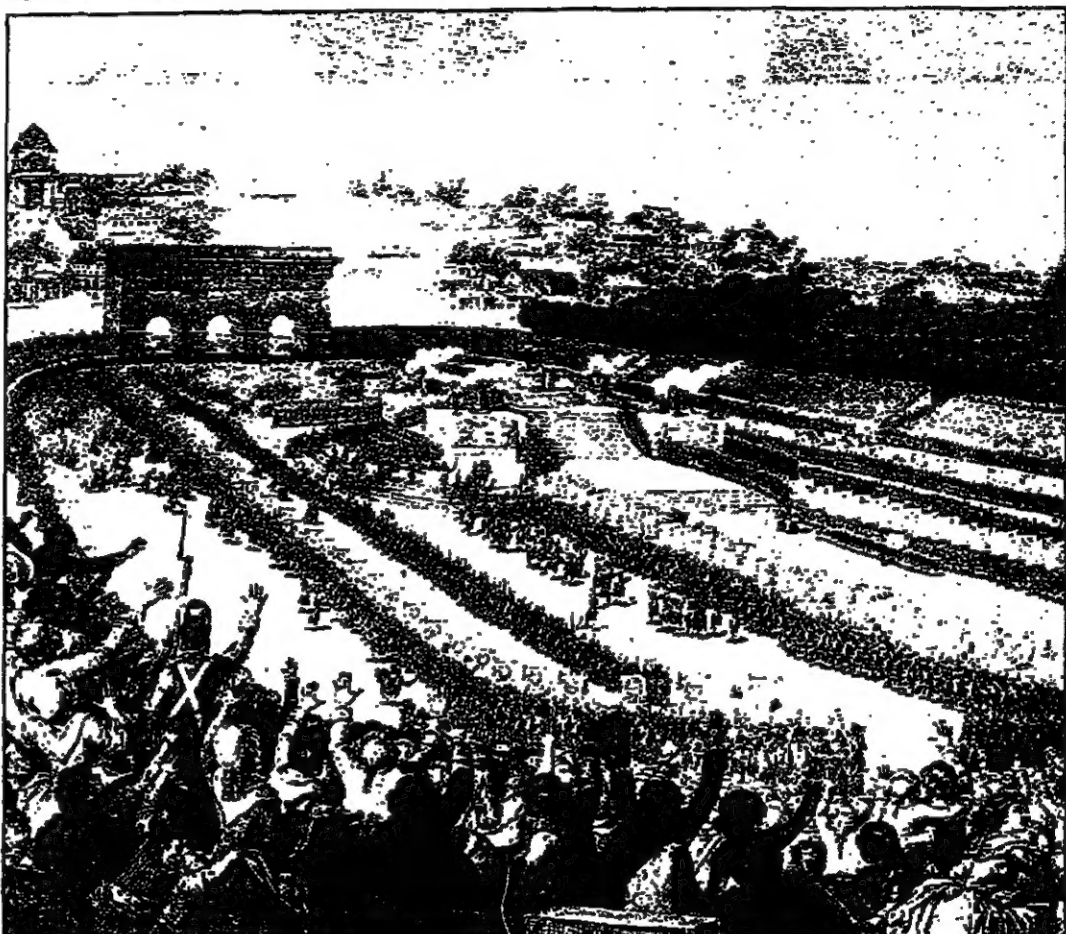
Ainsi peut-on tenir le 14 juillet
1790 à la fois comme un rassemble-
ment décevant et comme une image
dynamique du rassemblement, une
image imparfaite du lien social et
pourtant « la plus haute vision de
l'avenir qu'ait eu un peuple ».

En élisant le 14 juillet 1790
comme l'éblouissante date centrale
de la Révolution française, en lais-
sant toujours apparaître, derrière les
images guerrières de la conquête de
la Bastille, les images pacifiques de
l'occupation du Champ-de-Mars, les
républicains de 1880 étaient donc
tout à fait cohérents.

La République qu'ils cherchaient à
instaurer était certes fondée sur le
droit individualiste des hommes
libres et égaux entre eux. Aucun
d'eux pourtant n'imaginait que les
intérêts individuels s'harmonisaient
d'eux-mêmes et que leur libre jeu
pouvait faire le bonheur des
hommes. Aux deux premiers termes
de la devise républicaine, ils tenaient
à adjoindre la fraternité : à elle de
prendre en compte les exigences de
la solidarité sociale, de travailler à
l'extension du droit nouveau et à
l'amélioration indéfinie de la Révo-
lution.

De cette fraternité expansive, com-
pensatrice et correctrice, la Fédéra-
tion semblait la vivante mise en
scène, elle qui mettait le point final à
la traversée de la France par des
hommes dépourvus de leurs apparte-
nances particulières, frères prenant
paisiblement possession du trésor
commun de la patrie mère. Telle est
l'origine de la fascination que la jour-
née a exercée sur l'esprit républicain.
Tel est le secret de l'emprise durable
de ses images sur la mémoire. Et telle
est donc la vérité de sa légende.

MONA OZOUF



Le Champ-de-Mars, le 14 juillet 1790 : embelli par la légende.

La mise en scène était elle-même
pauvre : une interminable proces-
sion de groupes en armes, auxquels
on n'avait su joindre qu'un bataillon
d'enfants et un autre de vieillards ;
trois cents prêtres pour célébrer sur
l'autel de la patrie une messe perdue
pour tout le monde, on n'y voyait
pourtant sur le Champ-de-Mars : le roi
enfin avait boudé la fête ; toute l'éco-
nomie de Mirabeau n'avait pu le
convaincre d'aller prêter son serment
à l'autel. Bref, malgré les ronds des
fédérés transis, un vrai flop.

D'où vient alors que les témoins
du 14 juillet 1790, si on excepte
quelques voix toujours grondeuses,
comme celle de Marat, ont souligné
son caractère subtil ? D'où vient que
même Taine, si teigneux, ait concédé
que, l'espace d'une journée au moins,
les participants furent « transportés,
ravis au-dessus d'eux-mêmes » ? Il
faut d'abord chercher les raisons de
cet enthousiasme du côté des prépa-
ratifs de la Fédération : nul alors ne
sépara la fête elle-même du voyage
qui l'a précédée, grandiose mise en
scène de l'unité.

« Jésus patriote »

Les fédérés avaient été soigneuse-
ment triés : les gardes nationales de
chaque commune devaient choisir
six hommes sur cent. Ces délégués
réunis au chef-lieu choisissaient à
leur tour deux hommes sur cent pour
« monter » à Paris, et ce sont ces
élus qui marchèrent vers la capitale,
venant de tous les points du terri-
toire : vivante image de la diversité
française, mais plus encore de l'ar-
rangement de tous à l'engourdissement
local et de l'unité de la patrie. Car de
ville en ville ces hommes vont affir-
mant qu'ils ont abjuré leurs privilè-
ges particuliers, rompu avec l'esprit
de province et ne se sentent plus ni
picards, ni bretons, ni bourguignons.

Ils vont au long de la route s'ef-
facer du sol français les vieilles
démarches. Ils vivent leur voyage
comme une abolition du passé. Ils
s'émervillent de trouver la France
en mouvement, la parole profuse et
libre. Entre eux et les hommes qui
les accueillent à l'étape, c'est un
échange enthousiaste de cadeaux, de
drapeaux, de bouquets, de baisers,
de brocs de vin et de chansons. Ce
qu'ils éprouvent à la semelle de leurs
souliers, c'est la présence charnelle
d'une France sur-occupée, dense,
neuve et une. La Fédération, dira
Michélet, c'est « la géographie tuée ».

Cœur à cœur entre le local et le
national, la fête est aussi un cœur à
cœur entre la religion et la révo-
lution. Partout la messe en est le cen-
tre, on voit des prêtres y chanter le
Te Deum à l'autel de la patrie, accro-
cher des cocardes aux langes des
nouveau-nés pour des baptêmes civi-
les, célébrer dans leurs sermons la

La journée enfin peut paraître por-
teuse d'une promesse encore : celle
de l'abolition des différences sociales.
Thème cher à Michélet : « Toute
division avait cessé, il n'y avait ni
noblesse, ni bourgeoisie, ni peuple ».
Quand il aborde le récit du 14 juillet
1790, l'historien s'accorde une
minute de rêve : « Abaissez le jour
de la fête les barrières sociales
auraient pu être définitivement lais-
sées à terre », et l'occasion ne revien-
dra plus, car « il n'y avait pas encore
le prolétariat des villes, énorme obsta-
cle d'aujourd'hui ». La Fédération
pour lui est donc le moment d'une
chance unique : « L'époque unique,
l'époque sainte où la nation tout
entière marche sous un drapeau
fraternel ».

Avec l'évocation de cette frater-
nité, voici le grand mot lâché : le
pouvoir d'enchantement de la jour-
née, en quoi elle a bien mérité d'être
une date fondatrice, c'est l'inscrip-
tion dans l'espace français de la frater-
nité, invention spécifique de la
Révolution selon Michélet. Car pour
lui il y a bien eu avant 1789 deux
autres fraternités, mais elles n'ont été
que d'imparfaits brouillons : la frater-
nité antique excluait les esclaves,
la fraternité chrétienne ajournait la
fraternité à l'autre vie et la suspen-
dait à l'ordinaire à la grâce, et la
belle que voici n'exclut personne : le
message de la Révolution française
est d'en finir ici-bas avec toute
faveur. En cela le 14 juillet 1790 est
quelque chose d'absolument inédit
dans l'histoire des hommes.

Fraternelle, vraiment

L'image sainte inventée par
Michélet, relayée par l'historien répu-
blicain et propagée par les manuels
scolaires, devait être contestée. Frater-
nelle, vraiment ? A droite, on ironi-
siera lourdement sur la parenthèse
trompeuse qu'elle ouvre et les lende-
mains menaçants que font peser sur
la Révolution des fédérés prétendu-
ment fraternels et réellement aggres-
sifs. A gauche, on souligne plutôt les
exclusions que Michélet n'a pas vues
mais qui, à Paris comme en pro-
vince, ont lourdement marqué les
fêtes fédératives. Car le spectacle a
été octroyé au peuple, le banquet
était fermé à la foule, le serment
réservé aux notables, se mêler à la
procession n'allait de soi ni pour le
meau peuple ni pour les femmes : à
Paris, le Comité de constitution
refusa l'accès au cortège d'une
« Fédération » féminine, et les dames
citoyennes furent réduites à porter à
Sainte-Geneviève un tableau repré-
sentant la Constitution ; encore ne
sera-ce que le lendemain de la fête.
De tous ces griefs, on peut faire une
gerbe : la cérémonie qui prétend réa-
liser l'unité nationale n'illustre
en fait qu'une unanimité patriote,

mémorons chaque année sans vrai-
ment le savoir ? L'unanimité n'est
pourtant pas vécue ici par les partici-
pants comme un mensonge délibéré
mais comme une promesse : le fait

Le Monde ABONNEMENTS VACANCES

VOUS N'ÊTES PAS ABONNÉ : Renvoyez-nous le bulletin
ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par
Carte bleue.

VOUS ÊTES DÉJÀ ABONNÉ : Vous n'avez aucun supplément à
payer pour que le Monde vous suive en vacances, partout en France
métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous
sans oublier d'indiquer votre numéro d'abonnement.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (voir note)	Nbre de nr
2 semaines	100 F	185 F	13
3 semaines	150 F	245 F	19
1 mois	180 F	310 F	26
2 mois	290 F	550 F	52
3 mois	400 F	790 F	78

* TARIF PAR AVION. NOUS CONTACTER AU : (1) 49-60-32-90

**« LE MONDE » ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX**

Attention : la mise en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours.

● VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE _____
du _____ au _____

● VOTRE ADRESSE DE VACANCES :
NOM _____ PRÉNOM _____
N° _____ RUE _____
CODE POSTAL _____ VILLE _____

PAYS _____
● VOTRE RÈGLEMENT : ☐ CHÈQUE JOINT ☐ CARTE BLEUE
● N° CB _____

Expte à fin _____ Signature _____
obligatoire _____
● VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné) : _____

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

ÉTRANGER

RFA : ancien chef de l'espionnage est-allemand

Markus Wolf couvre bien ses agents...

BONN

de notre correspondant

Markus « Mischa » Wolf, soixante-sept ans, qui fut de 1952 à 1987, le chef des services de renseignement de la RDA, est devenu très bavard. Il multiplie, dans la presse ouest-allemande, les interviews concernant son activité passée.

Cet homme dont les succès étaient devenus légendaires dans le monde des services secrets est actuellement sous le coup d'un mandat d'arrêt délivré par la justice de la RFA, qui lui reproche des enlèvements suivis d'exécutions d'anciens agents secrets est-allemands réfugiés en Allemagne fédérale. Markus Wolf conteste ces accusations et a l'intention de se mettre à la disposition de la justice après la réunification. « J'ai une totale bonne conscience, affirme-t-il, je n'ai jamais fait rien d'autre que du travail de renseignement, c'est-à-dire recueillir des informations et recruter des gens pour cela. »

Parmi les « recrues » de « Mischa » Wolf, dont le nombre est estimé à environ deux mille sur le territoire de la RFA, il y en aurait « entre cinquante et quatre-vingt-dix » qui occupent des fonctions importantes dans la politique et l'administration, et qui ont accès aux documents « top secret » du gouvernement de Bonn. « Dans un cas particulier, il s'agit d'une personne dont la découverte aurait le même impact politique que celle de Günter Guillaume », affirme-t-il encore. Ancien secrétaire personnel du chancelier Willy Brandt, Guillaume fut démasqué en 1974, ce qui provoqua la démission de ce dernier et son remplacement par Helmut Schmidt.

Aujourd'hui Mischa Wolf met un point d'honneur à ne pas trahir les gens qui lui ont fait confiance et qui ont agi « par conviction ». Il suggère au contraire au futur gouvernement de l'Allemagne unifiée de demander aux espions encore en activité de s'excuser, en échange de l'impunité. « Cela vaut aussi bien pour des gens que nous avons envoyés en mission depuis la RDA que pour des citoyens de la République fédérale qui ont agi contre les lois de leur pays. Il faudra bien qu'un jour un trait soit tiré. »

Mischa Wolf blêmit-il en laissant entendre que de hauts personnages de l'Etat ouest-allemand auraient travaillé pour l'Est jusqu'à la chute du régime d'Erich Honecker ? En semant la

doute et la suspicion, il embarrasse en tout cas le gouvernement de Bonn, qui ne sait pas trop comment traiter ce dossier très délicat. Un scandale d'espionnage touchant le gouvernement aurait un effet déplorable dans cette période préélectorale.

Un auteur à succès

Le coordinateur des services secrets à la chancellerie, M. Lutz Stavenhagen, accuse « Mischa » Wolf d'avoir organisé le « transfert » d'agents est-allemands vers le KGB, ce qu'il nie, bien entendu. Il critique, dans cette optique, la décision du gouvernement de la RDA d'avoir réduit à la somme uniforme de 990 deutschemarks le montant de la retraite de tous les anciens fonctionnaires de la Stasi, ce qui pourrait inciter « des gens compétents et bien formés » à aller chercher des compléments de ressources ailleurs. « Mischa » Wolf, lui, n'a pas ce genre de problème : il est devenu un auteur à succès dans les deux Allemagnes avec son livre *Troika*, qui raconte sa jeunesse d'émigré allemand anténucléaire en URSS, et en prépare un second sur ses souvenirs de chef des services secrets.

L'ancien maître-espion n'a également joué un rôle éminent dans l'accueil en RDA des membres de la Fraction armée rouge qui ont été découverts et arrêtés ces dernières semaines : « Le travail du ministère de la sécurité d'Etat était cloisonné de manière si stricte que jamais une telle affaire n'a pu être portée à ma connaissance », affirme-t-il.

L'une de ces « terroristes à la retraite », Susanne Albracht, vient d'être transférée à sa demande en République fédérale. Selon son avocat, M. Wolfgang Vogel, « l'existence en RFA d'une législation favorisant la « rétrocession de la couronne » a joué un rôle déterminant dans sa décision ». Depuis 1987, les terroristes repentis acceptant de dénoncer leurs anciens complices peuvent bénéficier d'une réduction de peine.

LUC ROSENZWEIG

BULGARIE

Le président Mladenov a présenté sa démission

L'opposition bulgare a remporté une victoire vendredi 6 juillet avec l'annonce de la démission du président Petar Mladenov, soumis à des pressions croissantes à la suite du scandale soulevé par son évocation, fin 1989, d'un recours aux chars contre une manifestation anticommu-

niste. « Je ne désire pas être la cause d'une aggravation de la tension qui ferait périr la démocratie qui vient de naître », a déclaré M. Mladenov dans un message. Celui-ci a été lu par M. Stanko Todorov, président du nouveau Parlement qui doit se réunir pour la première fois mardi,

devant le premier ministre Andrei Loukanov et les principaux dirigeants de l'opposition. Les étudiants bulgares ont annoncé samedi, par la voix d'un de leurs chefs de file, qu'ils allaient probablement mettre fin à leur grève de près d'un mois. M. Loukanov a demandé une trêve des manifestations pour une semaine.

L'homme de la perestroïka bulgare

M. Petar Mladenov, cinquante-trois ans, a été, en huit mois de pouvoir dont trois à la tête de l'Etat bulgare, l'artisan de sa démocratisation et de la victoire de son parti, ex-communiste, aux premières élections libres du pays.

Ministre des affaires étrangères sous le dirigeant communiste Todor Jivkov pendant dix-huit ans, il avait évincé son protecteur lors de ce qui

est désigné à Sofia comme le « coup d'Etat » du 10 novembre 1989. Il lui a succédé à la tête du parti et à la présidence du Conseil d'Etat, assurant la répression contre les dissidents et obtenant, dès décembre, l'abolition du rôle dirigeant du Parti communiste.

Il a été élu par le Parlement, le 3 avril, président de la République. Le même jour, le Parti communiste

se transformait sous son impulsion en un Parti socialiste (PSB) qui remportait les élections deux mois plus tard.

La même génération que M. Gorbatchev

Cet apparatchik qui appartient à la même génération que Mikhaïl Gorbatchev, fils d'un résistant anti-fasciste, a suivi les cours de l'Institut des

Relations internationales de Moscou, où il se lia d'amitié avec l'un des actuels conseillers de M. Gorbatchev, M. Gratchev.

Nommé à la tête d'un comité départemental du PC, il est admis au comité central en 1971 et promu ministre des affaires étrangères la même année. Il est admis au bureau politique en 1974 et restera ministre des affaires étrangères jusqu'en 1989. — (AFP, Reuter.)

POLOGNE : le remaniement ministériel

Le Parlement s'oppose en partie aux choix de M. Mazowiecki

Si le Parlement polonais a approuvé, vendredi 7 juillet, la démission de trois ministres, anciens membres du parti communiste, il a refusé en revanche les propositions du premier ministre, M. Tadeusz Mazowiecki, de procéder à deux autres changements au sein de son cabinet.

L'Assemblée a accepté à une écrasante majorité le départ du ministre de l'intérieur, M. Czesław Kiszczak, celui du ministre de la défense, M. Florian Siwicki et celui du ministre des transports, M. Adam Wieladek. M. Mazowiecki a annoncé que M. Krzysztof Kozłowski, ancien journaliste d'opposition et vice-ministre de l'intérieur, allait prendre le portefeuille de l'intérieur.

Le contre-amiral Piotr Kolodziejczyk a été chargé de la défense et le militant de Solidarité, M. Ewaryst Waligorski, des transports.

Par ailleurs, les députés se sont opposés au départ du ministre des communications, M. Marek Kucharski, estimant que les motifs de son limogeage étaient insuffisants.

L'agriculture sans titulaire

Ils ont également refusé que le ministre de l'agriculture, M. Czesław Janicki soit remplacé par le dirigeant de Solidarité rurale, M. Artur Balazs. « Bien qu'il ait été responsable de certains domaines de l'agriculture, il n'a remporté aucun succès », avait protesté M. Józef Zych, président du comité électoral du parti paysan. La Pologne n'a donc pas de ministre de l'agriculture alors que doit s'ouvrir, samedi 8 juillet, des négociations de première importance avec les organisations agricoles. — (Reuter, AFP.)

L'Albanie dénonce les « ingérences »

Suite de la première page

Aucun responsable ne semble cependant disposé à intervenir, et le nombre de réfugiés dans les ambassades s'est amplifié vendredi. Quatre mille ? Cinq mille ? Avancés dans la soirée par un

diplomate occidental ayant requis l'anonymat, les derniers chiffres font état d'un nouvel afflux. L'ambassade de RFA accueillait maintenant près de deux mille cinq cents personnes, celle d'Italie mille cinq cents, celle de France deux cent trente, selon ce diplomate.

Coupures d'eau et d'électricité

Tous les réfugiés sont des « gens simples », des ouvriers pour la plupart ; à l'ambassade de France, ils dorment à la belle étoile, dans les jardins ; et entre deux cents et quatre cents bébés avec leurs mères ont trouvé refuge dans l'ambassade ouest-allemande, a précisé le même diplomate.

La situation est devenue difficile à vivre dans plusieurs représentations étrangères qui ont été affectées vendredi par des coupures d'eau et d'électricité inexplicables ainsi que par une chaleur de 40°. « C'est la confusion, les gens vont et viennent, la police laisse faire, des centaines et des centaines d'Albanais tournent dans et autour des ambassades », selon un diplomate joint par téléphone.

« Des bandits »

« Le gouvernement albanais veut tout faire évoluer pacifiquement. Nous ne voulons pas de violences de la part de l'Albanie. (...) Tout Albanais a le droit d'obtenir un passeport et de quitter le pays. Malheureusement, ces derniers jours, nous avons des personnes qui ont pénétré de manière violente dans des ambassades étrangères, avec des véhicules en brisant le mur. »

« Ces personnes sont tout simplement des gens qui ont été en prison, pour la plupart des bandits », a affirmé le porte-parole du ministère des affaires étrangères.

« Et si nous pouvons y contribuer, nous contribuerons à ce qu'un peuple soit plus libre et que l'Albanie participe davantage au concert européen », a affirmé le chef de l'Etat. — (AFP, Reuter, UPI.)

Yugoslavie : demande d'annulation de la « déclaration de souveraineté » slovène. — La présidence de l'Etat yougoslave a exigé, vendredi 6 juillet, l'annulation de la « déclaration de souveraineté » adoptée le lundi 2 juillet par la République de Slovaquie. La présidence a estimé que le Parlement slovaque avait agi contrairement à la Constitution yougoslave. — (AFP, Reuter.)

AMÉRIQUES

CHILI

Découverte d'un nouveau charnier

Un charnier, qui contiendrait les cadavres de huit ou neuf prisonniers politiques, exécutés sous la dictature du général Pinochet, a été découvert par des pêcheurs près du port de Pisagua (1 530 km au nord de Santiago), ont annoncé vendredi 6 juillet des responsables d'organisations de défense des droits de l'homme.

Ces derniers estiment que les cadavres des principaux dirigeants du Parti socialiste de l'ique, qui avaient été condamnés à mort par

un tribunal militaire, pourraient se trouver dans ce charnier. Après le coup d'Etat militaire du général Pinochet en 1973, le port de Pisagua avait été transformé par l'armée en camp de concentration pour les partisans du président Allende.

Un premier charnier de vingt-et-un cadavres avait été découvert début juin près de l'ancien camp. — (AFP.)

■ CUBA : mini-sommet régional des non-alignés à La Havane les 17 et 18 juillet. — Cuba a invité les ministres des affaires étrangères et pays latino-américains membres et observateurs du mouvement des non-alignés à une réunion à La Havane les 17 et 18 juillet prochain. Le rendez-vous de La Havane, estimant les observateurs, sera centré sur le plan économique pour les Amériques lancées récemment par le président américain Bush. Jeudi 5 juillet, dans un éditorial, le quotidien du parti communiste cubain *Granma* a qualifié ce plan de « doctrine Monroe » et a appelé l'Amérique latine à établir « une ligne de défense commune ». — (AFP.)

■ NICARAGUA : premier rapatriement volontaire de contras. — Un groupe de 150 anciens guérilleros de la Résistance nicaraguayenne (contras) a été rapatrié du Honduras au Nicaragua jeudi 5 juillet. Ce rapatriement volontaire a eu lieu sous les auspices de la CIAV, (Commission internationale d'appui à la vérification), l'Organisation des Nations unies, l'Organisation des Etats américains et le Haut Commissariat aux réfugiés. Cette opération devait ouvrir la voie d'ici à la fin de l'année au rapatriement de l'ensemble des 30 000 contras démobilisés, a indiqué le Haut-Commissariat pour les réfugiés vendredi à Genève. — (AFP.)

Une mise au point de l'ambassade du Mexique

A la suite d'un article de Bertrand de la Grange qui faisait état de l'assassinat, le 21 mai dernier, de M. Norma Corona, bâtonnier de l'Ordre des avocats de Culiacan et active militante des droits de l'homme (Le Monde du 4 juillet).

L'ambassade du Mexique à Paris tient à apporter les précisions suivantes : l'assassinat de M. Corona a été « condamné à l'unanimité » par la classe politique et « le président Salinas de Gortari, dans le discours qu'il prononça à l'occasion de l'installation de la Commission nationale des droits de l'homme recommanda à cet organisme de concentrer son attention sur ce crime aberrant qui ne peut rester impuni ». Enfin, l'enquête à laquelle ont participé activement la Commission Nationale des Droits de l'homme, la police fédérale et le procureur de l'Etat de Sinaloa s'est soldée par l'arrestation du meurtrier présumé de M. Corona. Il s'agit d'un ancien membre de la police judiciaire de l'Etat de Sinaloa, rayé des cadres depuis un an, Jacobo Chavez Lafarga. Son arrestation, affirme l'ambassade, « met en lumière la ferme et inébranlable volonté des autorités mexicaines de ne permettre qu'aucune violation des droits de l'homme ne reste impunie ».

Jean-François Deniau L'Empire Nocturne

Grand Prix Paul Morand de l'Académie française 1990.

364 PAGES 110 F

OLIVIER ORBAN



سكزا من الامم

DIPLOMATIE

La fin du sommet atlantique

Les Occidentaux proposent à l'URSS un engagement de « non-agression »

LONDRES

de nos envoyés spéciaux

M. George Bush a obtenu l'accord de ses partenaires de l'OTAN sur presque toutes ses propositions destinées à « rénover » l'organisation créée en 1949. Le président américain était arrivé à Londres avec l'idée qu'il fallait donner aux Soviétiques le « signal » que l'OTAN avait changé et qu'elle ne constituait plus une menace à leur égard. Il voulait également dissiper l'impression que l'alliance faisait preuve d'immobilisme face aux bouleversements à l'Est.

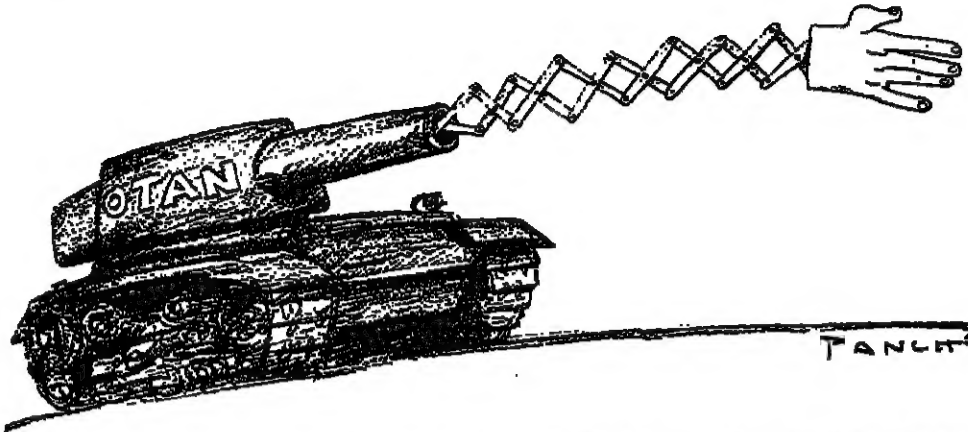
Le texte adopté à l'issue de ce sommet de deux jours porte donc très largement la marque du président américain. Les Etats membres de l'OTAN se disent prêts à signer, avec ceux du pacte de Varsovie, une déclaration commune dans laquelle ils affirmeront leur volonté de ne pas recourir à la force ou à la menace de la force. M. Bush a emporté l'adhésion de ceux, parmi ses alliés, qui n'étaient pas convaincus a priori de l'utilité de répéter des engagements déjà contenus dans la charte des Nations unies ou l'acte final de la conférence d'Helsinki.

L'invitation adressée à M. Gorbatchev de prendre la parole à Bruxelles devant l'OTAN constitue le symbole le plus éloquent de ce changement d'état d'esprit. Le président américain estime que, loin de saper l'autorité du dirigeant soviétique comme certains en ont aussitôt manifesté la crainte, ce geste devrait la renforcer. M. Bush affirme que M. Gorbatchev va pouvoir se tourner vers les partisans de la ligne dure, dans son pays, pour leur dire que sa politique en direction des Occidentaux se révèle payante.

Fallait-il inviter M. Gorbatchev nommément, en cette période d'incertitudes internes en URSS ? M. Thatcher est celle qui a répondu le plus clairement à cette question. Rien de ce qui se passe actuellement n'aurait été possible sans l'action personnelle de ce dernier. A-t-elle affirmé.

L'aide à l'URSS

L'OTAN propose non seulement à M. Gorbatchev mais aux autres dirigeants des pays de l'Est de parler devant elle. Ceux-ci ne doivent plus être considérés comme des « adversaires », comme au temps de la guerre froide. Il leur est donné la possibilité d'établir des liens diplomatiques réguliers avec l'OTAN même si le terme d'« ambassadeurs », contenu dans le projet initial, a disparu de la rédaction finale. Le secrétaire général de l'OTAN, M. Manfred Wörner, devrait se rendre prochainement à Moscou — la date du 14 juillet a été suggérée — pour en discuter avec les responsables



soviétiques. M. Gorbatchev avait pris l'initiative d'écrire à Mme Thatcher pour lui dire tout l'intérêt qu'il portait à ce sommet de l'OTAN et demander aux Occidentaux de lui fournir l'aide financière nécessaire pour remettre en état l'économie soviétique. Cette grande affaire sera évoquée à Houston lors de la réunion des pays industrialisés. Mais on sait que M. Thatcher n'est pas favorable à une telle aide tant que l'économie soviétique n'aura pas été établie sur des bases saines.

M. Bush n'a pas été plus encourageant. Il a révélé qu'aucune décision n'avait été prise à Londres à ce sujet et qu'il ne lui appartenait pas de distribuer inconsiderément l'argent du contribuable américain.

Tout ce qu'attendait pour sa part le chancelier Kohl de cette réunion, c'était qu'un signal suffisamment rassurant soit lancé à l'URSS pour qu'elle donne le feu vert à l'unification de l'Allemagne dans l'OTAN. Il a trouvé en M. Bush un véritable comparse et le sommet de Londres aura été, d'une certaine manière, la consécration de cette alliance germano-américaine du moment.

Le chancelier y a aussi mis du sien en faisant à M. Gorbatchev une importante concession. Moscou demande que l'on fixe un plafond aux effectifs de la future armée allemande, dans le cadre de la conférence « 2 + 4 ». Jusqu'à présent, les Occidentaux, suivant le chancelier, s'y opposaient. Ils voyaient là une « singularité » de l'Allemagne et estimaient que ce serait au futur Etat unifié et souverain de négocier. Le moment venu, le plafonnement de ses effectifs militaires, au même titre que les autres pays parties prenantes à la négociation de Vienne sur les armes conventionnelles. M. Genscher souhaitait, en revanche, répondre de façon plus positive à la revendication des Soviétiques, qu'il juge légitime.

Un compromis a été trouvé à Londres dans une sorte de déclaration solennelle d'intention. A l'initiative de la République fédérale, le texte final annonce qu'un enga-

gement de réduire les effectifs militaires allemands sera pris à l'automne à Vienne, lors de la conclusion d'un premier accord portant sur la diminution de plusieurs catégories d'armes conventionnelles. Cet engagement, n'est, pour l'instant, pas chiffré.

La future armée allemande

Le nombre de soldats allemands pourra ainsi être déterminé lors d'une négociation multinationale sur les armes en Europe, qu'on élaborera dans la foulée de ce premier accord. N'y participeront que les vingt-trois pays qui sont actuellement autour de la table, c'est-à-dire ceux de l'OTAN et du pacte de Varsovie. C'est là une petite victoire des Américains sur certains de leurs partenaires, dont la France, qui souhaitaient que la négociation soit élargie, à ce stade, aux trente-cinq pays membres de la CSCE.

M. Kohl pourra, sans doute, se prévaloir auprès de l'opinion allemande du recul du nucléaire dans la doctrine de l'OTAN, renouée à Londres. M. Thatcher ne voulait pas compromettre l'ensemble de l'exercice et a donc dû se plier, mais a regretté ce recul, après s'être battu pour tenter de rectifier autant que possible ce qu'elle considère comme une mauvaise pente. Elle n'a pas obtenu qu'il soit fait mention, dans le texte du projet américain, de développement des nouveaux missiles aéroportés. Elle n'aura réussi qu'à enrober dans des affirmations de principe sur l'importance du nucléaire l'idée américaine selon laquelle il ne doit désormais plus être conçu que comme un « dernier recours ».

Le rôle de la CSCE

Cette idée ne sied guère non plus à M. Mitterrand, qui l'a dit, bien que la France — qui n'appartient pas au commandement intégré — ne soit pas concernée, et il a pu goûter du coup un rare moment de connivence avec M. Thatcher.

Pour le président français, la stratégie de l'OTAN, ainsi renouée, reste antinomique de la stratégie française. « Tout ce qu'on laisse penser, que la guerre peut être un processus long, ne débouchant qu'en dernier ressort sur le nucléaire, est une vue de l'esprit », a-t-il dit. « La guerre, il ne faut pas qu'il y en ait. Si chacun sait que tout (y compris les moyens nucléaires) peut être mis en jeu dès le début, il n'y en aura pas ».

Sans manifester un enthousiasme débordant sur l'ensemble du sommet, M. Mitterrand s'est félicité de la référence que fait le texte final à une « identité européenne » en matière de sécurité. Cela ne va pas très loin ; la Belgique, l'Espagne, comme la France auraient souhaité que l'on fit preuve d'un peu plus d'audace. Mais c'est un de ces cailloux semés depuis quelques mois, au gré des rencontres internationales, et qui montrent le chemin à une Europe communautaire qui l'abordera à son rythme, ou ne l'abordera pas.

Le président français a présenté, comme le résultat le plus important du sommet de Londres, le rôle qui est attribué à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE). Il l'aurait, sans doute, souhaité plus clairement affirmé encore. On estime, en effet, du côté français, que l'institutionnalisation de ce forum paneuropéen est, pour M. Gorbatchev, la meilleure garantie de non-isolation, et un meilleur moyen d'établir la confiance, que l'installation d'ambassadeurs des pays de l'Est à Bruxelles ou autres gages par lesquels l'OTAN s'empresse de séduire. Il n'en reste pas moins que le texte de Londres constitue sur ce chapitre une petite révolution si l'on songe à l'incertitude ou au dédain avec lesquels les administrations américaines successives ont traité la CSCE depuis son début dans les années 70 et jusqu'à récemment encore.

DOMINIQUE DHOMBRES et CLAIRE TREAN

Moscou se félicite de l'évolution de l'alliance

Suite de la première page

Ils avaient, dès le début de la perestroïka, parié que, contrairement au credo de leurs prédécesseurs, la sécurité de leur pays serait mieux assurée par la reconnaissance de l'aspiration de l'Europe centrale à la liberté que par la poursuite d'une politique de domination inéluctablement vouée à l'échec. Ils ont laissé toute l'Europe centrale basculer en six mois et, six mois plus tard exactement, l'OTAN répond à ce changement de donne à l'Est en « offrant son amitié à ses anciens adversaires du temps de la guerre froide ».

Pour ce pays qui danse sur un volcan, pour cette équipe dont la force première, pour ne pas dire unique, est d'avoir une vision historique de la future place de l'URSS dans le monde, cela signifie que l'Ouest exauce leur désir d'ancrer le changement soviétique à l'Europe de la démocratie et de la prospérité.

Ce n'est pas seulement la possibilité d'une vraie collaboration économique et industrielle, de toute manière déjà acquise, qui s'ouvre de cette façon pour les Soviétiques et M. Gorbatchev. C'est aussi la certitude que l'Ouest ne cherchera pas à profiter — et pour quel profit d'ailleurs ? — des inévitables soubresauts de la sortie du communisme, n'attisera pas les crises, mais contribuera au contraire à les encadrer afin de favoriser la stabilisation par la liberté.

Croire un Soviétique sur parole

Deuxième pari gagné par M. Gorbatchev : il avait tablé sur la compréhension de son action par les dirigeants occidentaux et, de M. Bush à M. Thatcher en passant par MM. Mitterrand et Kohl, tous ont cru à l'ampleur et à la sincérité de son projet. Le test, à cet égard, avait été la Lituanie. Tout laissait voir l'image sinistrement classique du Kremlin « resserrant l'étoupe » sur un petit pays conquis de force et lancé dans une lutte d'indépendance désespérée.

Ce n'était pas cela. M. Gorbatchev a plaidé son dossier en faisant valoir qu'il reconnaissait le droit des républiques à l'indépendance, qu'il le disait, et qu'on le verrait, mais qu'on ne pouvait pas lui demander d'accepter que l'URSS explose dans une anarchie à laquelle personne n'aurait rien à gagner. MM. Mitterrand et Kohl ont été convaincus par cette argumentation. M. Bush l'a été à son tour, et le sommet de Washington, début juin, est ainsi devenu l'un des plus marquants de l'histoire des relations Est-Ouest.

Non seulement on y a vu un président américain prendre le risque de laisser comprendre qu'il avait décidé de croire un président soviétique sur parole, mais M. Bush a également accepté cette semaine de suffisamment accélérer l'évolution de l'alliance atlantique et des structures européennes pour que l'entrée de l'Allemagne unie dans l'OTAN devienne acceptable pour l'URSS. Depuis, M. Gorbatchev a entamé le processus de négociation d'un « nouveau traité d'union ». Les dirigeants lituaniens croient maintenant assez en leur indépendance pour savoir se montrer moins raides, et l'OTAN a pris des décisions dont toutes les grandes lignes avaient été tracées et convenues il y a cinq semaines, à Washington.

Or ces décisions — troisième succès pour l'équipe de la perestroïka — constituent également le plus cinglant des démentis pour tous ces délégués, militaires ou civils, qui font du 28^e congrès un grand concert antiperestroïkiste. L'amiral Khvatov, par exemple, qui expliquait le jeudi 5 juillet : « Nous avons perdu nos alliés à l'Ouest. Nous (n'en) avons pas à l'Est, et nous voilà revenus à la situation de 1939 », pourrait difficilement passer, depuis le vendredi 6, pour un fin politicien.

Cette appartenance à l'Europe, qui a logiquement été, et plus souvent pour le pire que le meilleur, l'ambition russe, ce rôle européen de la Russie est infiniment mieux favorisée par la paix que par la

guerre — fût-elle froide. L'URSS s'intègre à l'Europe, elle ne l'envahit pas. Au lieu d'étendre sa dictature, elle veut asseoir sa frêle démocratie naissante sur un élargissement des institutions européennes. Au lieu de vouloir s'approprier la richesse occidentale, elle s'y ouvre et en espère l'aide.

La journée de M. Eltsine

Qui pourrait s'en plaindre ? Apparemment, ni M. Bush ni, moins encore, aucun des dirigeants de l'Europe occidentale, et évidemment pas M. Chevardnadze. La déclaration de ce dernier vendredi soir à l'agence Tass n'est en effet qu'une succession d'appréciations flatteuses. « Approche, dans l'ensemble, réaliste et constructive », affirme-t-il d'emblée, avant de dire que l'URSS « attache une importance extrême à la déclaration sur l'absence d'intentions agressives des pays de l'OTAN » et leur volonté de n'être jamais les premiers à « utiliser la force ».

L'appel à une déclaration commune de l'OTAN et du pacte de Varsovie est jugé « positif » : les propositions de relations diplomatiques entre l'OTAN et les pays du pacte et l'invitation à venir s'exprimer à Bruxelles sont considérées comme « constructives » ; l'envoi du secrétaire général de l'OTAN à Moscou salué comme « bienvenu », et le « désir proclamé des pays de l'OTAN de réexaminer leurs plans stratégiques (...) marque une évaluation sobre des processus en cours ».

Bref, quand ce n'est pas « sur la bonne voie », c'est parfait, et le chef du département international du comité central, M. Falin, est parallèlement allé déclarer devant la presse étrangère que le point de vue de certains militaires soviétiques ne représentait pas celui de l'armée et moins encore celui du président. Or, a-t-il dit, les décisions, c'est le président qui les prend. Désormais, plus choquée que réellement effrayée, l'URSS observe avec un évident mépris ce qui se passe au congrès, où la grande vedette de la journée de vendredi aura incontestablement été M. Eltsine. Bien droit, d'une voix forte et chaque jour plus présidentielle, le président du Parlement de Russie a froidement expliqué aux délégués que leur congrès « pouvait décider du destin du parti mais pas de l'avenir de la perestroïka ».

Ouvrir un vrai débat

Cela voulait dire : vous n'avez plus que le pouvoir de nuire et de vous nuire. C'était une incroyable gifle, et pas un délégué conservateur n'a même murmuré sa rage. Tous semblaient pétrifiés par cet homme, à la fois puissant et très populaire, qui leur a dit que s'ils espéraient dégoûter tous les réformateurs et les pousser hors du parti pour en récupérer les biens, ils se trompaient. « Dans ce cas, leur a-t-il lancé, le peuple engagera la lutte pour la pleine nationalisation des propriétés du parti ».

Après le revers du droit, il y eut le revers du gauche (« Une campagne pourrait être lancée pour l'ouverture de poursuites contre les dirigeants du parti qui, à tous les niveaux, ont personnellement porté tort au PCUS et à la population »), et les conseils ont suivi. Il y a une alternative à ces sombres perspectives, a poursuivi M. Eltsine : l'interruption du congrès, l'ouverture d'un vrai débat entre courants organisés menant à une transformation radicale d'un parti devenu celui du « socialisme démocratique » et intégré à une « union des forces démocratiques » au sein de laquelle il pourrait se « régénérer ».

M. Eltsine s'est également prononcé en faveur de l'interdiction des partis politiques au sein des forces armées. Le président russe était calme, tranquille, et, dans son dos, le président soviétique écoutait attentivement. Le bipartisme est en marche en URSS. Sous trois, six ou dix mois, deux grands pôles politiques vont se constituer, et l'homme qui va, dans l'immédiat, être réélu secrétaire général du PCUS pourra ce jour-là n'être plus que président-arbitre au-dessus de la mêlée.

BERNARD GUETTA

PROCHE-ORIENT

Après le séisme en Iran

M. Rafsandjani remercie le président Hussein

Le président irakien Saddam Hussein a reçu un message de remerciements de son homologue iranien Ali Akbar Hachémi Rafsandjani, en réponse au message de sympathie et de condoléances qu'il lui avait adressé à la suite du récent séisme en Iran, a rapporté, vendredi 6 juillet, l'agence irakienne INA.

Dans son message, M. Rafsandjani remercie la direction et le peuple irakiens pour « leurs sentiments de sympathie ». Il remercie également le président irakien pour l'assistance apportée aux victimes de la catastrophe. Les autorités irakiennes avaient envoyé, le 27 juin par avion, une assistance de 24 tonnes. — (AFP.)

Un responsable israélien estime que le général Aoun « creuse sa propre tombe »

Pour la première fois, un responsable de Jérusalem, le coordonnateur des activités israéliennes au Liban, M. Uri Lubrani, a tenu, vendredi 6 juillet, des propos violemment hostiles au général Michel Aoun. M. Lubrani, qui effectue une tournée dans la « zone de sécurité » créée et occupée par Israël au Liban du Sud, a affirmé : « Le général Aoun a l'art de susciter l'indignation parmi les parties régio-

nales et internationales (...) non seulement en Israël mais également aux Etats-Unis et dans d'autres pays ». M. Lubrani a estimé en outre que le général Aoun « creuse sa propre tombe, pris dans le piège de ses ambitions personnelles ».

Le général Aoun avait récemment déclaré que le Liban et la Syrie doivent faire « front commun contre Israël ». — (AFP.)

(Publicité)

Jouez les mandarins sans vous ruiner !

Chez DIEP à l'Opéra

Près des Grands Boulevards, près des cinémas et des théâtres. Le plus grand restaurant asiatique à Paris avec 350 places, dans un décor somptueux, comme à Hong-Kong.

Des « MENUS EXPRESS » servis au déjeuner de 66 F à 76 F.

Une carte des grands classiques de la gastronomie chinoise et thaïlandaise. Magnifique vivier de langoustes.

Salons divisibles, pour vos réceptions. Ouvert tous les jours. Service jusqu'à minuit, 28, rue Louis-le-Grand (2^e).

Tél. : 47-42-31-58 et 94-47, même famille au 55, rue Pierre-Charbon (8^e). Tél. : 45-63-52-76.

LE TALMUD DE JERUSALEM

Traduit de l'hébreu et annoté par M. SCHWAB

Edition intégrale en six volumes reliés (4.200 pages) contenant, en parallèle, le *Traité des Bérakoth* du Talmud de Babylone et des *Appendices sur la Mishnah*. 2 690 F

Maisonnette & Larose

DIPLOMATIE

et la déclaration de Londres

« L'OTAN doit offrir son amitié à ses anciens adversaires »

De toutes les alliances défensives que l'histoire a connues, c'est la nôtre qui s'est le mieux acquittée de sa tâche. (...) Notre alliance a grandement contribué à faire sauter la nouvelle Europe. Nul ne peut cependant prédire l'avenir avec certitude. Nous devons rester solidaires, pour que se maintienne cette paix dont nous jouissons depuis quarante ans. Plus que jamais, pourtant, l'alliance doit susciter le changement. (...) Nous réaffirmons que la sécurité et la stabilité n'ont pas une dimension exclusivement militaire, et nous comptons renforcer l'élément politique de notre alliance, en vertu de l'article 2 de notre traité.

• L'unification allemande

L'unification de l'Allemagne signifie que nous sommes en train de surmonter la division de l'Europe. Une Allemagne unie, qui aura sa place au sein d'une alliance de démocraties libres, et qui sera associée à l'intégration politique et économique croissante de la Communauté européenne, constituera un facteur indispensable de stabilité au cœur de l'Europe. L'évolution de cette Communauté européenne vers l'union politique, et notamment vers l'affirmation d'une identité européenne dans le domaine de la sécurité, contribuera aussi à renforcer la solidarité atlantique et à établir un ordre pacifique juste et durable dans l'Europe tout entière.

• Le dialogue avec l'Est

L'OTAN doit devenir une institution où Européens, Canadiens et Américains travaillent ensemble non seulement pour leur défense, mais encore pour la création de nouveaux partenariats avec toutes les nations d'Europe. La communauté atlantique doit se tourner vers les pays de l'Est, ses anciens adversaires du temps de la guerre froide, et leur offrir son amitié.

Les Etats membres proposent à ceux de l'Organisation du traité de Varsovie une « déclaration commune dans laquelle nous proclamons solennellement ne plus être des adversaires et réaffirmerons notre volonté de nous abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force (...). Nous invitons tous les autres Etats membres de la CSCE à souscrire avec nous à cet engagement de non-agression.

Nous invitons aujourd'hui le président Gorbatchev, pour l'Union soviétique, et les représentants des autres pays d'Europe centrale et orientale, à prendre la parole devant le Conseil de l'Atlantique Nord, à Bruxelles. En même temps, nous invitons des représentants des gouvernements des pays de l'Est, à venir à l'OTAN non pour effectuer une simple visite, mais pour y établir des liaisons diplomatiques régulières avec l'OTAN.

• Le désarmement conventionnel

Nous accordons la plus haute priorité à la conclusion, dès cette année, du premier traité réduisant et limitant la présence de forces conventionnelles en Europe (FCE), ainsi qu'à la mise au point d'un ensemble significatif de mesures de confiance et de sécurité (MDCS). Et nous espérons aller plus loin encore. Nous proposons que, dès que la signature d'un traité sur les FCE, soient entamés de nouveaux pourparlers, avec les mêmes participants et sur la base du même mandat, le but étant d'établir, dans le prolongement de l'accord existant, des mesures supplémentaires, et notamment des dispositions visant à limiter les effectifs présents en Europe. Compte tenu de cet objectif, un engagement concernant les niveaux d'effectifs d'une Allemagne unie sera pris au moment de la signature du traité sur les FCE.

Par de nouvelles négociations sur la maîtrise des armements conventionnels, menées au sein de la CSCE dans les années 90, nous nous efforçons d'aboutir à d'autres mesures ambitieuses visant à limiter le potentiel offensif des forces conventionnelles en Europe, de manière qu'aucun pays ne puisse maintenir une puissance militaire disproportionnée sur le continent.

• La révision de la stratégie de l'OTAN (1)

A mesure que les troupes soviétiques quitteront l'Europe de l'Est et qu'un traité limitant les forces conventionnelles sera appliqué, la structure militaire intégrée de l'alliance et sa stratégie se modifieront profondément.

L'OTAN déploiera des forces d'active moins nombreuses, qui seront restructurées. L'Organisa-

tion aura de plus en plus recours à des corps multinationaux, composés d'unités nationales.

L'OTAN abaissera le niveau de préparation de ses unités d'active en réduisant les normes d'entraînement et le nombre des exercices.

L'OTAN tablera davantage sur la capacité de mobiliser des forces plus importantes au cas où les circonstances viendraient à l'exiger.

Pour sauvegarder la paix, l'alliance doit conserver, à échéance prévisible, une combinaison appropriée de forces nucléaires et conventionnelles basées en Europe et maintenues à niveau, là où ce sera nécessaire. Mais (...) les alliés sont convenus que, dès l'ouverture des négociations sur les forces nucléaires à courte portée, l'alliance proposera, en échange de mesures réciproques de la part de l'URSS, l'élimination de tous ses obus nucléaires en Europe.

Les Etats-Unis et l'Union soviétique devraient entamer de nouvelles négociations sur la réduction des forces nucléaires à courte portée, peu après la signature d'un accord sur les FCE. (...) Ils seront en mesure d'adopter, dans une Europe transformée, une nouvelle stratégie de l'OTAN qui fasse véritablement des forces nucléaires l'arme du dernier recours. (...)

L'OTAN élaborera une nouvelle stratégie militaire alliée qui s'éloigne de la notion de « défense en avant », là où il le faut, pour s'orienter vers celle d'une présence en avant réduite, et qui modifie le principe de la « riposte graduée » pour tenir compte d'une dépendance moins grande à l'égard de l'arme nucléaire.

• La CSCE

La CSCE devrait jouer un rôle plus marqué dans la construction de l'Europe. Nous sommes favorables à la tenue en fin d'année, à Paris, d'un sommet de la CSCE au cours duquel serait signé un accord sur les FCE, et où seraient fixées

de nouvelles normes pour l'établissement et la sauvegarde de sociétés libres (...). Nous proposons, en outre, que les participants au sommet de Paris fixent la manière dont la CSCE peut être institutionnalisée pour devenir le lieu d'un dialogue politique plus large dans une Europe plus unie. Nous recommandons que les gouvernements des Etats membres de la CSCE établissent :

— un programme de consultations entre les Etats membres à l'échelon des chefs d'Etat et de gouvernement ou à celui des ministres ; ces rencontres seraient tenues à intervalles réguliers, au moins une fois par an (...);

— un calendrier des conférences-bilans, convoquées tous les deux ans et destinées à évaluer le chemin parcouru vers la réalisation d'une Europe entière et libre ;

— un secrétariat léger, qui coordonnerait ces réunions et conférences ;

— un mécanisme de contrôle des élections dans tous les pays membres, établi sur la base du document de Copenhague ;

— un centre pour la prévention des conflits, qui pourrait fournir un cadre pour des échanges d'informations militaires, pour l'examen d'activités militaires inhabituelles et pour le règlement, par la conciliation, des différends entre Etats membres ;

— un organe parlementaire — l'Assemblée de l'Europe — à établir sur le modèle de l'actuelle Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe à Strasbourg, avec représentation de tous les Etats membres.

Le lieu d'implantation de ces institutions devrait être choisi de façon à bien marquer que les nouvelles démocraties d'Europe centrale et orientale font partie des structures politiques de l'Europe nouvelle.

(1) La France ne s'est pas associée aux articles portant sur la stratégie.

« La logique voudra que l'armée française stationnée en Allemagne regagne son pays »

déclare M. Mitterrand

Voici les principaux extraits de la conférence de presse donnée à Londres, vendredi 6 juillet, par M. Mitterrand.

• La stratégie de l'alliance

Moi, je suis intervenu plus longuement que tout autre pour marquer que la France ne partageait pas les conceptions stratégiques de l'alliance, pas plus celles d'hier que celles d'aujourd'hui : celles d'hier autour de la défense flexible, la bataille de l'avant, celles d'au-

jourd'hui sur l'arme nucléaire du dernier recours.

J'ai rappelé que nous ne partageons rien de tout cela, que la dissuasion était faite pour empêcher la guerre, l'interdire même et non pas pour la gagner. Donc, toute idée qui laisserait penser qu'il y a des degrés dans l'usage de l'artillerie nucléaire, qu'il pourrait y avoir un long processus de guerre conventionnelle qui déboucherait en dernier recours sur une guerre

nucléaire, tout cela nous paraît tout à fait contradictoire avec la réalité des choses.

Nous ne pensons pas qu'une guerre soit réglée comme du papier à musique par une lente progression, c'est-à-dire des armes de plus en plus sophistiquées. Nous pensons que c'est une vue de l'esprit. Et comme nous souhaitons qu'il n'y ait pas de guerre, si chacun sait que tout est mis en jeu dès le point de départ, il n'y en aura pas. J'ai donc expliqué mon point de vue et j'ai contesté la notion des forces nucléaires comme arme de dernier recours. On annonce que l'on ne se servira de l'arme nucléaire qu'après coup, après une guerre conventionnelle. A un moment donné, quelqu'un estimera qu'il serait bon de mettre un terme au conflit qui se développe en Europe, et à ce moment-là menacera de faire la grande sortie de l'armement stratégique américain.

Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela me paraît tout à fait antinomique avec la stratégie française, qui n'est pas de prendre l'initiative de recourir à la force, mais qui se réserve seulement de disposer de toutes ses forces au moment voulu, le moment voulu devant autant que possible précéder l'ouverture du conflit. C'est un élément diplomatique de pression pour que le conflit n'existe pas.

• Les troupes françaises en Allemagne

Le problème se posera à coup sûr. Dans mon esprit, il est déjà posé. Lorsque l'Allemagne sera unifiée et souveraine, nous en débattrons avec nos autres partenaires présents militairement en Allemagne et, bien entendu, avec le gouvernement allemand.

Nous n'avons pas l'intention de faire de coup de force, mais la logique voudra que l'armée française regagne son pays, dès lors que le rôle des « quatre » aura cessé, d'abord au plan politique et diplomatique, ensuite au plan militaire. Sous quelle forme ? Je n'en sais rien. Je me suis posé le problème dès le premier jour, lorsque l'unité allemande s'est profilée à l'horizon. Il est donc évident que le statut des troupes françaises à Berlin et des troupes françaises dans ce qui est encore l'Allemagne de l'Ouest sera profondément changé.

Deux types de forces françaises outre-Rhin

Avec les deux autres puissances alliées occidentales en Allemagne que sont les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, la France entretient deux catégories de forces outre-Rhin : un corps d'armée dans le sud de l'Allemagne et une garnison à Berlin. Soit, au total, de l'ordre de 50 000 hommes en armes.

En Allemagne, d'abord, les forces — il s'agit du 2^e corps d'armée — réunissent environ 47 000 hommes (soit 82 000 avec les familles et les civils travaillant à leur profit) répartis en vingt-huit villes de garnison, avec la 1^{re} division blindée à Trèves, la 5^e division blindée à Landau et la 3^e division blindée à Fribourg.

Elles constituent une réserve de l'OTAN si le gouvernement français donne son autorisation à leur emploi dans le cadre d'opérations alliées, et elles n'ont pas pris de créneau permanent dans le cadre de la défense dite de l'avant selon le dispositif militaire en vigueur de l'alliance atlantique. Sous les ordres du général Noël Chazarein, elles séjournent au titre des accords de Londres, signés en 1951, et de la

convention complémentaire de 1963 qui fixe les règles du seul stationnement français.

A Berlin, où les trois alliés occidentaux maintiennent environ 12 000 hommes, le contingent français, stationné dans le nord de la ville, comprend 2 800 hommes rassemblés principalement autour de deux régiments et de l'aéroport de Tegel. C'est en juillet 1945 que le premier contingent français s'est installé à Berlin, au titre d'un protocole d'occupation, transformé par d'autres textes ultérieurs en 1955, puis encore en 1971. Sous les ordres du général François Cann, la garnison de Berlin évite, depuis la chute du mur en 1989, de sortir de ses casernes pour manœuvrer librement.

A la différence des contingents alliés en Allemagne, les forces de Berlin ne relèvent pas du statut de l'OTAN et, officiellement, les débats actuels sur une éventuelle réduction des effectifs occidentaux outre-Rhin — face aux 405 000 soldats soviétiques — ne concernent en rien la ville.

La réunion des grands pays industrialisés

Le « sommet de Houston » sera largement consacré aux problèmes agricoles

Réforme des politiques agricoles, environnement et aide économique à l'URSS devraient être les trois principaux thèmes abordés par le sommet des sept principaux pays industrialisés (1) qui se tiendra à Houston (Texas), du 9 au 11 juillet. Suivant, dans la foulée, le sommet de l'OTAN où les relations Est-Ouest ont été largement débattues, le rendez-vous annuel des Sept pourrait ainsi retrouver sa vocation économique initiale.

HOUSTON

de notre envoyé spécial

Il y a quelque chose de schizophrénique dans la politique menée par les Etats-Unis à l'égard de la Communauté même si les développements observés depuis un an en Europe ont rendu les dirigeants de Washington plus attentifs que leurs prédécesseurs à ce qui se passe dans la CEE.

Celle-ci, à un moment où il devient nécessaire de remodeler l'Alliance atlantique, est promue au rang d'interlocuteur privilégié ce qui, au reste, n'empêche nullement Washington de chercher à garder une influence prépondérante au sein de l'OTAN. Voilà quelques mois, dans son discours de Berlin, M. James Baker, le secrétaire d'Etat américain, soulignait la conclusion d'un traité afin d'illustrer cette volonté de resserrer les liens entre les Etats-Unis et la Communauté.

Agressivité américaine

Cependant, oubliant cette recherche d'un nouveau partenariat, l'administration américaine, obsédée par le déficit de la balance des paiements pour tant en voie de résorption, se déchaîne contre la politique commerciale de la CEE. A six mois de la fin de l'Uruguay Round, les négociations commerciales engagées en septembre 1986 à Punta del Este, dans le cadre du GATT (2) afin de raffaîmir le système multilatéral d'échanges, M^{me} Carla Hills, le représentant spécial des Etats-Unis pour les négociations commer-

ciales, s'en prend avec une agressivité rare à la politique agricole commune (PAC), comme si elle s'était jurée de contraindre les Douze à éliminer une fois pour toutes les subventions qu'ils accordent pour exporter leurs excédents agricoles vers les pays tiers.

Les négociateurs américains, oubliant les engagements pris lors d'une précédente étape du « round », paraissent décidés à imposer leur point de vue, sans se montrer disposés à chercher un compromis pouvant tout à fait imaginer. Une première attaque frontale a été déclenchée lors de la rencontre ministérielle de l'OCDE, provoquant d'ailleurs une réaction de solidarité des Douze derrière la Commission européenne. Or, phénomène qui inquiète les dirigeants communautaires, le président Bush semble épouser la querelle faite à la PAC par son administration. Deux thèmes sont mentionnés dans la lettre qu'il vient d'adresser à ses invités à Houston : l'agriculture et l'environnement.

Pas de rapprochement en vue

L'affaire agricole y est abordée de façon détaillée. Le président des Etats-Unis souligne que sans arrangements agricoles, l'Uruguay Round, qui porte également sur la libéralisation des échanges de services et le renforcement de la propriété intellectuelle (deux projets chers aux Européens comme aux Américains), se solderait par un échec et mettrait en danger les relations entre les pays industrialisés et ceux du tiers-monde. Cette mise en garde illustre, au plus haut niveau, le décalage entre le souci proclamé d'un dialogue politique et l'attention acrimonieuse portée à la gestion des affaires courantes.

« La lettre porte la marque de l'administration », le président Bush s'est contenté de le signaler. Il n'est pas certain qu'il se laisse entraîner dans cette dispute agricole et il ne serait pas étonnant que le GATT ne joue finalement pas un rôle dominant à Houston. On espère un haut fonctionnaire bruxellois, Les Français, les Allemands, sans doute les Italiens et, assurément, la Commission européenne plaideront pour la modération. En revanche, M^{me} Margaret Thatcher, qui n'aime

pas la PAC, ne serait pas mécontente qu'on en discute.

Sur le fond du débat agricole, un rapprochement des positions paraît difficile. La Communauté, dont les exportations de céréales se sont considérablement développées au cours des années 80 (elles ont dépassé 30 millions de tonnes en 1989-1990, au lieu d'une moyenne de 15 millions de tonnes voici dix ans) ne peut tout simplement pas accepter un règlement qui donnerait la priorité à l'élimination des subventions à l'exportation et induirait des engagements spécifiques portant sur les volumes exportés, les parts de marché ou le montant des subventions. La Communauté plaide pour une « réduction globale du soutien », qui prendrait en compte la diversité des structures agricoles aux Etats-Unis (2 millions d'exploitations) et dans la Communauté (11 millions d'exploitations).

L'objectif de la Communauté est double : 1) amener les Etats-Unis à ce qu'ils baissent ses prix, ses subventions à l'exportation (de même que ses « prélèvements à l'importation ») s'en trouveraient automatiquement réduites puis qu'elles sont calculées pour compenser l'écart entre le prix mondial et un prix inférieur. Cependant, elle refuse de prendre un engagement direct sur le montant de ces réductions : celles-ci diminueraient parce que le soutien sera réduit et non pas parce qu'il sera décidé d'en plafonner le montant à Houston, à Genève ou à Bruxelles (l'ultime conférence de négociation de l'Uruguay Round s'y tiendra en décembre prochain).

Prudence

sur l'environnement

La Communauté explique que si elle baisse ses prix, ses subventions à l'exportation (de même que ses « prélèvements à l'importation ») s'en trouveraient automatiquement réduites puis qu'elles sont calculées pour compenser l'écart entre le prix mondial et un prix inférieur. Cependant, elle refuse de prendre un engagement direct sur le montant de ces réductions : celles-ci diminueraient parce que le soutien sera réduit et non pas parce qu'il sera décidé d'en plafonner le montant à Houston, à Genève ou à Bruxelles (l'ultime conférence de négociation de l'Uruguay Round s'y tiendra en décembre prochain).

Le président Bush n'est apparemment pas pressé de participer à d'ambitieux programmes collectifs de défense de l'environnement. Tout en reconnaissant la gravité de l'enjeu, les Etats-Unis estiment que sur les grands thèmes du jour — effet de serre, couche d'ozone — il convient d'abord de s'informer, d'aboutir à une évaluation plus précise de la situation avant d'arrêter une stratégie.

On peut penser que le chef de l'exécutif américain ne mettra guère plus d'empressement lorsque les Sept aborderont le thème de l'aide économique à l'URSS. Les Douze qui n'ont pas le même point de vue — exception faite

de M^{me} Thatcher — ont chargé la Commission Delors d'évaluer les besoins de l'URSS et d'interroger M. Gorbatchev sur ce qu'il souhaite obtenir. Voilà une enquête que pourraient suivre avec intérêt les Etats-Unis et qui leur permettrait de gagner quelques mois.

PHILIPPE LEMAITRE

(1) Les Sept sont en fait huit : Etats-Unis, Canada, Japon, RFA, France, Royaume-Uni, Italie, mais aussi la Commission des Communautés Européennes.

(2) Le GATT est l'Organisation internationale basée à Genève qui réglemente et surveille le commerce international.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CETTE SEMAINE DANS « LE MONDE »

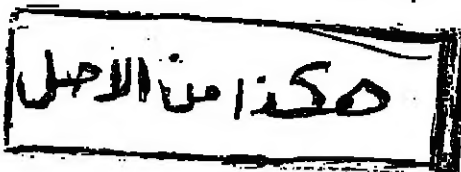
LES ENTREPRISES

L'AIR LIQUIDE
ELF AQUITAINE

ont communiqué
leur date d'assemblée générale

Vous pouvez trouver
toutes les informations nécessaires
sur Minitel. Tapez : 3615 LM puis AVIS

50 من الاجل



POLITIQUE

Le projet de budget de 1991 et le respect de la programmation militaire

M. Chevènement veut en appeler à M. Mitterrand pour arbitrer son conflit avec M. Bérégovoy

Sur le thème « Qui peut prédire l'avenir ? », le ministre de la Défense s'oppose à des suppressions de programmes d'armement, qui lui seraient dictées par une baisse de ses crédits en 1991, tout en admettant la perspective d'un « resserrement du format » des armées.

AIX-EN-PROVENCE

de notre envoyé spécial

Face aux « grandes campagnes d'intoxication », qui visent à réduire les dépenses militaires de la France en 1991, le ministre de la Défense, M. Jean-Pierre Chevènement, s'en tient, lui, au respect des engagements. Pour l'an prochain, de la loi de programmation militaire quadriennale (1990-1993) approuvée au début de cette année par le Parlement, sous-entendu le ministre de l'Économie et des Finances, M. Pierre Bérégovoy, a beau souhaiter économiser 6 à 7 milliards de francs sur le budget militaire pour 1991, son collègue de la Défense continue de réclamer quelque 200 milliards de francs (pensions non comprises) pour les armées, et il en appellera, au besoin, à l'arbitrage du chef de l'État.

M. Chevènement a carrément exposé son point de vue, vendredi 6 juillet à Aix-en-Provence, lors de la signature de la convention qui lie le ministère de la Défense à l'association pour la gestion et la pro-

tection du massif de la Sainte-Victoire, détruit à 60 % par un incendie en août 1989.

Durant trois jours, l'an dernier, un feu d'une extrême violence, resté inexplicable à ce jour, a ravagé 5 000 hectares de ce site classé depuis que Paul Cézanne l'immortalisa. À l'automne prochain, après une action préalable des scouts et d'associations bénévoles, plus de quatre cents militaires des trois armées seront mobilisés pour restaurer 400 hectares de ce massif, à charge pour le ministère de la Défense de consacrer 1 million de francs à l'opération en plus du temps de travail fourni gratuitement par ses hommes.

La protection de l'environnement est pour M. Chevènement « une grande cause nationale » qui concerne l'ensemble des services publics, et donc les armées, et au profit de laquelle le ministre de la Défense s'est demandé s'il ne convenait pas d'imaginer un service national. « L'armée, est-il dit, est proche des préoccupations de nos concitoyens, dont la sauvegarde du patrimoine ». Déjà, en 1989, la gendarmerie a dressé soixante-treize mille procès-verbaux pour infraction à la législation sur l'environnement.

« Un resserrement du format »

Mais le ministre de la Défense n'ignore pas qu'il a, dans l'immédiat, un autre combat personnel à mener au sein du gouvernement :

l'élaboration de son budget pour 1991 qui, au rythme où va l'expression de leurs besoins par les différentes armées, a toutes les chances de tourner autour des 200 milliards de francs, crédits de fonctionnement et crédits d'équipement additionnés, hormis les pensions civiles et militaires (le Monde du 16 juin). Mercredi dernier, M. Bérégovoy a laissé entendre, devant le bureau exécutif du PS auquel il présentait les grandes lignes des dépenses nationales pour l'an prochain (le Monde du 6 juillet), que M. Chevènement devrait rabattre de ses prétentions et consentir à réduire de 6 à 7 milliards de francs son budget d'équipement militaire.

« Je ne participe pas à ces grandes campagnes d'intoxication, a répliqué le ministre de la Défense, qui visent, à la veille des arbitrages budgétaires, à désigner un bon émissaire. Je travaille à dix ans, d'autres ont un horizon plus court. Ce qui est en jeu, c'est l'outil de défense de l'an 2000. L'armée a les moyens qu'on lui donne. Les Français seraient bien avisés de se souvenir qu'il y a cinquante ans leur pays était défilé, bafoué, humilié. Si nous voulons rester un pays libre, nous devons assurer notre défense à hauteur d'une petite cotisation de 3,5 % du produit intérieur brut, quand l'Union soviétique lui attribue dix fois plus ».

« La France n'a pas confié en dernier ressort sa défense aux États-Unis, comme le font les pays

membres de l'OTAN. Notre stratégie changera - si elle doit changer - quand les troupes soviétiques se seront repliées sur leur sol. C'est-à-dire pas avant cinq ans. Nous avons fait des choix cohérents. Je ne demande rien d'autre que le respect de la loi de programmation militaire qui a été révisée à la baisse, de 10 %, le 12 janvier dernier, alors que le mur de Berlin était déjà tombé. Un certain resserrement du format de nos armées est possible, mais dans des limites relativement étroites, liées au niveau de suffisance qui est le nôtre. Ce n'est pas un problème de budget. C'est un problème de posture de défense qui est l'intérêt de la France et, donc, l'indépendance de la France. Avoir une bonne défense, a conclu M. Chevènement, c'est avoir la garantie de ne pas être entraîné dans une guerre qui ne serait pas la nôtre ».

Devant les journalistes, le ministre de la Défense a convenu qu'il avait rencontré, jeudi 5 juillet, à Paris, M. Bérégovoy et le ministre du budget, M. Michel Charasse. Il a prévu de s'entretenir la semaine prochaine avec le premier ministre. S'il ne parvenait pas à s'entendre avec eux sur le montant des crédits militaires pour 1991, M. Chevènement a l'intention d'en appeler à l'arbitrage de M. François Mitterrand, qui est le chef des armées selon la Constitution.

JACQUES ISNARD

LIVRES POLITIQUES

ANDRÉ LAURENS

Et si l'on parlait du Parlement ?

contrôler l'action du gouvernement.

La première de ces tâches serait, à son sens, mieux remplie si le Parlement avait davantage la maîtrise de son ordre du jour et une plus grande capacité d'initiative législative, ainsi qu'une meilleure utilisation du travail en commission. La deuxième s'est considérablement dégradée et il conviendrait, pense l'auteur, de revenir sur les règles d'annualité et d'universalité dans l'élaboration et le contrôle du budget. La troisième tâche appelle, selon Pierre Chatelet, de nouvelles réformes pour achever la remise en ordre des institutions amorcée en 1958 et 1962, « qui donne avec l'expérience l'impression d'être plus ou moins restée au milieu du gué ». En conséquence, il propose - rien de moins - de supprimer « deux institutions symétriques » : le droit de censurer le gouvernement, que possède l'Assemblée nationale, et le droit de dissoudre celle-ci, que détient le président de la République, qui ne sont plus assurés-t-il, que des « faux-semblants ».

L'auteur estime que le contrôle parlementaire de l'action gouvernementale serait mieux assuré par la procédure des questions orales dans le cadre des commissions - au lieu de sacrifier à la théâtralité actuelle des séances publiques télévisées - et par le rétablissement du droit d'interpellation, à condition qu'il porte sur un point précis et mette en cause le ministre compétent, cela afin d'introduire la notion de responsabilité particulière, de préférence à la conception-refuge de la responsabilité collective du gouvernement.

Au-delà de ces aménagements institutionnels et techniques, Pierre Chatelet invite les politiques à protéger les citoyens sur les terrains où ils sont menacés « contre les technocrates dont les règlements les ligotent, contre les syndicats qui les méprisent, contre les médias qui les abusent et contre les sondages qui les envoient ». A supposer que ces jugements soient indiscutables - ce n'est pas le cas - il faudrait que les parlementaires cessent, ajoute l'auteur, de penser en termes d'élec-

teurs et que les citoyens ne se laissent pas « balkaniser » en catégories. « La démocratie, rappelle Pierre Chatelet, est une morale, en même temps qu'une organisation de la société ».

Le paradoxe de la situation est que le régime parlementaire paraît démodé alors qu'il est enfin bien accepté, fût-ce avec ses défauts. Il n'en a pas toujours été ainsi, comme le rappelle Jean Deffrasne dans une étude sur l'antiparlementarisme en France.

Le Parlement s'est implanté tardivement dans notre pays, et après bien des déchirements. L'attachement à l'Ancien Régime, une propension à l'illitisme se traduisant par le mépris ou la méfiance à l'égard du peuple et de ses représentants, les inclinations vers le césarisme démocratique, la consécration plébiscitaire ou la contestation anarchiste se sont conjuguées pour nourrir le fond d'antiparlementarisme.

Avec le temps, celui-ci s'est amoindri et s'est modifié au fur et à mesure que changeaient l'image et le rôle du parlementaire. Selon Jean Deffrasne, il ne rejettait plus que par bouffées, lorsque les élus se compromettaient dans des affaires troubles. Le Parlement, constate-t-il lui aussi, n'est plus au centre de la vie politique, et « la révolte et l'espoir sont ailleurs ». Voilà bien une autre épitaphe...

La question religieuse, qui a nourri tant de haines et de querelles en France, a souvent agité le Parlement. On en a eu de récents exemples avec le statut de l'enseignement privé et l'affaire des voiles. La revue l'Histoire consacre un numéro spécial au sort fait, dans la lente émergence de cette nation, aux diverses communautés religieuses. « Du baptême de Clovis aux mosquées de la République », on redécouvre tout un passé passionnel et, à travers la chronologie souvent douloureuse de nos différences, les charmes et les avantages de la laïcité. C'est, comme on dit au Parlement, une question d'actualité.

► Épitaphe pour la démocratie parlementaire, par Pierre Chatelet, Buchet-Chastel, 232 p., 120 F.

► L'antiparlementarisme en France, par Jean Deffrasne, PUF « Que sais-je ? », 126 p., 31 F.

► L'Histoire, numéro spécial : « Chrétiens, juifs et musulmans en France », 130 p., 34 F.

Après l'élection d'un vice-président d'extrême droite au conseil régional Provence - Alpes-Côte d'Azur

Des remous au sein de l'UPF

M. René Gestin, conseiller régional (FN), a été élu, vendredi 6 juillet, vice-président de l'assemblée régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur, en remplacement de Gabriel Domenech, lui aussi membre du Front national, récemment décédé (nos dernières éditions du 7 juillet). A l'occasion de ce vote, M. Jean-Claude Gaudin, président (UDF-PR) du conseil régional, a renouvelé son soutien au candidat du Front national, en rappelant l'existence d'un « accord de gestion au conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur depuis 1986 » entre la majorité UDF-RPR et le Front national.

Les multiples réactions suscitées, tant au plan local qu'au plan national, par les propos de M. Gaudin, qui s'était déclaré « ravi » de son accord local avec le Front national, n'ont pas empêché le candidat de l'extrême droite, M. Gestin, d'être élu confortablement. En obtenant 61 des 98 suffrages exprimés, M. Gestin a presque fait le plein des voix de la majorité RPR, UDF et Front national du conseil régional (1), en dépit de la candidature contre lui de l'ancien maire (RPR) d'Avignon, M. Jean-Pierre Roux, qui a recueilli 37 voix. Tous les élus PS ont voté pour le conseiller RPR, puisque le candidat socialiste, M. Charles-Emile Loo, avait renoncé à se présenter dès l'annonce de la candidature de M. Roux. Le PCF s'est abstenu.

Renouvelant son soutien au candidat du Front national, M. Gaudin a déclaré que ce vote avait pour seule raison de « remplacer un vice-président dans le cadre d'une loi proportionnelle, et on remplace un Front national par un Front national ». « Il n'y a aucun changement politique », a indiqué M. Gaudin, en rappelant que, lors

des élections régionales de 1986, il avait proposé une vice-présidence à chacun des groupes de l'assemblée, mais que les partis de gauche l'avaient refusé.

L'attitude du président du conseil régional a provoqué des remous au sein de la nouvelle confédération de l'opposition, l'Union pour la France. M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, a demandé, dans une lettre adressée à MM. Jacques Chirac et Valéry Giscard d'Estaing, qu'il soit « procédé aux clarifications nécessaires » sur cette alliance, jugée contradictoire avec la charte de la confédération. Selon M. Méhaignerie, le texte adopté « écartait définitivement toute idée d'accord électoral ou d'accord de gestion avec le Front national et les thèses extrémistes qu'il défend ». M. François Bayrou, délégué général de l'UDF, juge « tout à fait normale » cette demande d'explication du président du CDS. Il ajoute : « Nous avons adopté une ligne claire, il faut qu'elle ait des applications concrètes ».

M. Yvon Briant, président du CNI, a, au contraire, apporté son soutien à M. Gaudin, en mettant en garde ses collègues de l'opposition contre le danger de « l'inquisition ». Pour M. Briant, « l'avenir de l'opposition passe par un réajustement au profit de son aile droite, en aucun cas par la mise en ban de tout ce qui peut être conservateur ou national ».

Quant à M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, il a appelé à refuser « la collusion des intérêts locaux qui prépare les compromissions nationales ». « Briant, Gaudin, Blanc, la dérive du tiers de la honte doit s'arrêter », a déclaré M. Mauroy, en soulignant que l'opposition doit choisir entre « l'indépendance nationale et le dédit régional ».

(1) Le conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur est composé de 30 UDF, 20 RPR, 16 Front national, 30 PS, 14 PCF et 9 non-inscrits.

Les relations de la droite et du Front national

M. Blanc (UDF) approuve M. Gaudin

MONTPELLIER

de notre correspondant

Approuvant, dans le *Provençal* du jeudi 5 juillet, les propos tenus par M. Jean-Claude Gaudin, président du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur - « ravi » de ses relations de travail avec le Front national - M. Jacques Blanc, président UDF-PR du conseil régional du Languedoc-Roussillon, a estimé que « l'action développée par son collègue à la tête de la région PACA est positive ». Soutenu lui-même par le Front national, M. Blanc pense que « mieux vaut une telle majorité que voir cette région s'enfoncer dans l'archaïsme socialiste ». Il ajoute que « l'action engagée par sa majorité est positive, et que seul cela compte ».

M. Blanc se trouve dans une situation inconfortable. Avec une

majorité de trente-cinq élus contre trente et un pour l'opposition régionale, après la défection de M. Franchine Gomez qui a quitté le groupe RPR pour rejoindre la majorité présidentielle, il doit compter sur le soutien de trois élus du parti de M. Le Pen, dont deux occupent des postes-clés au sein de l'assemblée. M. Alain Jamet, responsable du Front national dans l'Hérault, est vice-président du conseil régional. A ses côtés siègent M. Robert Tilly, élu FN de l'Hérault, vice-président de la commission industries agroalimentaires, ainsi que M. Jacques Mulet, élu FN des Pyrénées-Orientales.

Cinq autres conseillers régionaux ont une sensibilité proche du Front national, qu'ils ont quitté récemment. Trois ont rejoint le CNI, deux autres ont pris leur indépendance.

J. M.

M^{me} Stirbois affirme sa « fidélité » envers M. Le Pen

M^{me} Marie-France Stirbois, députée d'Eure-et-Loir, a pris publiquement ses distances, vendredi soir 6 juillet, avec M. Michel Schneider, l'ancien compagnon de route de feu son mari, animateur du nouveau club Nationalisme et République constitué pour rassembler les partisans d'un « soutien critique » au président du Front national et pour préparer la relève de l'équipe dirigeante actuelle du mouvement (le Monde du 7 juillet).

Soucieuse de ne pas paraître cautionner cette conjuration politique considérée par M. Le Pen comme une « manœuvre déstabilisatrice », M^{me} Stirbois, qui était l'invitée de la Cinq, s'est démarquée de l'analyse selon laquelle elle serait « la seule » à pouvoir assumer aujourd'hui la charge du secrétariat général du parti à la place de M. Carl Lang et à pouvoir mettre fin à la « grave crise de militantisme » provoquée, selon M. Schneider et ses amis, par « la dérive » de M. Le Pen.

« Ces gens-là régissent des comptes par personne interposée, ils se servent de moi, c'est lamentable, a-t-elle déclaré. Je ne ce qu'ils disent. Derrière Jean-Marie Le Pen, nous formons une équipe soudée, et c'est ce qui les gêne. » M^{me} Stirbois s'est affirmée « tout à fait fidèle » à M. Le Pen.

M. Schneider, pour sa part, se refuse à polémiquer avec M^{me} Stirbois, avec laquelle il affirme avoir eu, au cours de ces dernières semaines, plusieurs contacts : « Compte tenu du système de fonctionnement interne du Front national, toute expression libre est impossible, souligne-t-il. Le Front national fonctionne à peu près comme le Parti communiste. M^{me} Marie-France Stirbois ne pouvait pas déclarer autre chose et elle paraissait bien gênée. M. Le Pen, lui, semble aujourd'hui très affecté par les analyses et les commentaires sur l'ambivalence de sa stratégie et sur sa façon très particulière de diriger le Front. Notre but n'est cependant pas de faire empirer la maladie de persécution dont il semble souffrir de manière chronique. Notre principal objectif est simplement de vulgariser et d'approfondir le discours des nationalistes populaires au sein du Front national et en marge de celui-ci. Il ne s'agit pas de susciter une tendance, mais d'accroître une influence qui existe dans le cadre de la préparation d'un après-Le Pen, auquel le mouvement national peut se trouver, à tout moment, confronté ».

A. R.

Mort de Renée Rougeot-Martin fondatrice de la Marseillaise

M^{me} Renée Rougeot-Martin, fondatrice du quotidien communiste la Marseillaise, est décédée jeudi 5 juillet.

Dans la Résistance, elle s'appela Renée Jura, en hommage à la région d'où elle venait. Pour l'état civil, elle fut Renée Rougeot. Elle vint de mourir à quatre-vingt-six ans des suites d'un cancer.

Daniel George, frère du célèbre colonel Fabien, avait confié à cette mère de quatre enfants l'organisation du Front national d'action contre les occupants nazis et les vichystes de Nice, où on l'appela « Marthe ».

Arrivée à Marseille en 1944, elle participa activement aux combats de la libération de la ville. Tandis qu'ils se poursuivaient, René Rougeot rejoignit l'équipe qui fit repartir la Marseillaise clandestine, puis, le 23 août 1944, son premier numéro légal.

Elle s'occupa par la suite de la direction du Front national de lutte pour la libération et l'indépendance nationale au siège marseillais de l'organisation, tout en luttant pour l'émancipation des femmes.

Jusqu'à ces derniers jours, Renée Rougeot milita au sein du PCF en compagnie de son époux, D. Martin, qui fut longtemps trésorier fédéral. (Corresp.)

□ M. Leroy veut réunir « tous les communistes ». - M. Roland Leroy écrit dans l'*Humanité* du samedi 7 juillet que le prochain congrès du PCF, le vingt-septième, à la fin de cette année, « sera celui de tous les communistes », en précisant qu'il y inclut « ceux qui [ne] sont plus » au parti. « Nous sommes prêts à [les] accueillir », affirme le directeur du quotidien du PCF, non comme des bruts ignorants rejoignant, contrits, leur troupeau, mais comme nos camarades, reprenant naturellement toute leur place avec les mêmes droits que les autres. »

□ Élus locaux M^{me} Saunier-Scitè présidente du MNEL. - M^{me} Alice Saunier-Scitè, conseillère (UDF-PR) de Paris, a été élue, vendredi 6 juillet, présidente du Mouvement national des élus locaux (MNEL), qui regroupe les élus de l'opposition. M^{me} Saunier-Scitè succède à Jean-François Pinta, ancien sénateur (UDF-PR) de la Gironde, ancien maire de Souillac, décédé accidentellement le 14 juin. Ministre des universités dans le gouvernement de M. Raymond Barre, M^{me} Saunier-Scitè est conseillère de Paris.

SOCIÉTÉ

La mission de médiation pour le logement des familles expulsées

M. Bloch-Lainé critique l'attitude de la mairie de Paris

M. François Bloch-Lainé a remis au premier ministre, vendredi 6 juillet, le compte rendu de la mission qu'il lui avait confiée le 12 juin : aider au logement des familles des individus expulsés et qui campent, certaines depuis le 2 mai, sur la voie publique à Paris.

Toutes vont retrouver un toit : les 47 familles de squatters réfugiées place de la Réunion, à Paris, vingtième arrondissement) et 12 autres expulsées d'immeubles déclarés en péril.

La mission de médiation entre le maire de Paris, le préfet de région et les associations caritatives, a été confiée, selon M. Bloch-Lainé, à un « effort administratif que peu démentent » et n'est « pas exempt d'effets pervers ». Le médiateur a noté, vendredi 6 juillet, devant la presse, que les offres effectives faites par la municipalité de Paris « sont restées de bout en bout de la négociation très insuffisantes en nombre ». La ville, en définitive, logera sept familles, mais aucune à Paris intra-muros. Trois seront hébergées à Saint-Denis dans une cité en partie neuve et qui sera ouverte. La préfecture a trouvé, pour sa part, douze logements dont cinq dans la capitale.

M. Bloch-Lainé a dû chercher dans d'autres directions, « réaliser plus large » selon sa formule. La Société centrale immobilière de la Seine des dépôts et consignations abritera sept familles, dont une à Paris, les sociétés anonymes de HLM huit familles, dont une à Paris chez Emmaüs. Enfin, les comités interdépartementaux de logements, vingt-cinq familles dont trois dans la capitale. Au total, sur les cinquante-neuf logements dont la mise à disposition est certaine - quarante baux ont déjà été signés - dix seulement sont localisés dans la capitale.

Tout en constatant que sa mission « a été un échec » auprès de la Ville de Paris, M. Bloch-Lainé s'est refusé à « porter un jugement sur la politique de la mairie de Paris » en matière de

logement. S'il s'interroge sur les modes de sélection parmi les demandeurs de logement et relève que la mairie « n'a pas voulu ou n'a pas pu » trouver plus de logements pour les expulsés, il énonce, « pour être objectif », des circonstances atténuantes : la municipalité parisienne, écrit-il, a beaucoup de contraintes pour reloger sur place les personnes touchées par des opérations d'urbanisme. En outre, dès avant l'institution en 1977 d'un maire de Paris élu, les préfets qui gouvernaient le département de la Seine - dont Paris, - avaient « imputé » beaucoup de HLM hors des limites de la capitale. Ce qui explique qu'une partie des logements destinés aux familles démunies se trouvent aujourd'hui à l'extérieur. Le prix du foncier, de plus en plus élevé à mesure qu'on se rapproche du centre de l'agglomération, renforce encore la tendance.

M. Bloch-Lainé ne pense pas que la situation pourra s'améliorer d'elle-même. Les communes sont trop tentées de jouer au « mistigri » et de rejeter sur les voisins l'accueil et de rejeter sur les plus pauvres. Des arbitrages sont nécessaires : la responsabilité doit en revenir à l'Etat, c'est-à-dire aux préfets. Une péréquation fiscale doit encourager les communes accueillantes.

L'été est propice aux expulsions. Le médiateur insiste sur l'obligation qui incombe aux pouvoirs publics de ne jamais expulser sans avoir relogé au préalable. Il souligne le plus souvent l'urgence de la situation, par des dangers réels. L'usage des « arrêtés de péril imminent » lui paraît parfois pour le moins suspect, voire fabriqué de toutes pièces par des marchands de biens.

C. V.

Fatalité

par Charles Vial

Le médiateur des expulsés est un sage. Trop averti de la chose publique pour parler en irresponsable, trop pénétré de la complexité des mécanismes sociaux pour accuser. Un sage au grand cœur. On le devine épouvanté à la pensée que des êtres humains soient à la rue. Mais il perçoit les effets pervers de son travail. Il admet, comme le premier adjoint au maire de Paris M. Jean Tiberi, qu'à reloger les squatters on peut soulever « des raccoeurs », encourager « des imitations ».

M. François Bloch-Lainé est conscient que le problème du logement des personnes aux ressources très faibles n'est pas réglé par sa mission. Au prix d'efforts « démesurés » il n'a pu trouver que dix logements à Paris quand il en cherchait cinquante-neuf. Or il y a aujourd'hui cinquante-neuf familles de demandeurs justifiés d'appartements de type social.

Ville de Paris, gouvernement, communes voisines où sont les respon-

sables de cet énorme décalage ? Le reproche fait à la Ville de laisser des logements vacants sans raison n'est pas fondé. Mais chacun sait que, parmi les bénéficiaires de HLM sous tutelle de la municipalité parisienne, il s'en trouve un certain nombre qui pourraient acquiescer un loyer « normal pour Paris ».

De leur côté les communes limitrophes ne font pas toutes l'effort de construire des logements aux loyers plus modestes. Quant à l'Etat, on ne l'a pas encore vu à l'œuvre pour endiguer radicalement la spéculation sans casser la construction, pour mieux connaître la situation de l'immobilier dans les grandes villes sans menacer les libéraux, pour réformer les barèmes d'actes, pour redéfinir des critères qui ne soient pas ridicules : les plus démunis ont droit à des logements sans pouvoir les payer et ceux qui, un peu moins pauvres, pourraient acquiescer un loyer ont des revenus trop élevés pour des ayants-droit.

En tous cas la solution coûtera cher à la société. L'offre d'appartements à Paris est infime face à la demande. Les terrains bien placés sont rares. Les aides aux locataires, aux communes qui facilitent l'accueil non concentré des habitants démunis, aux associations qui leur permettent de s'intégrer, exigeront le concours de tous les partenaires et l'encouragement de tous les citoyens. Faute de quoi les ghettos explosent aux portes des mégapoles oulentes.

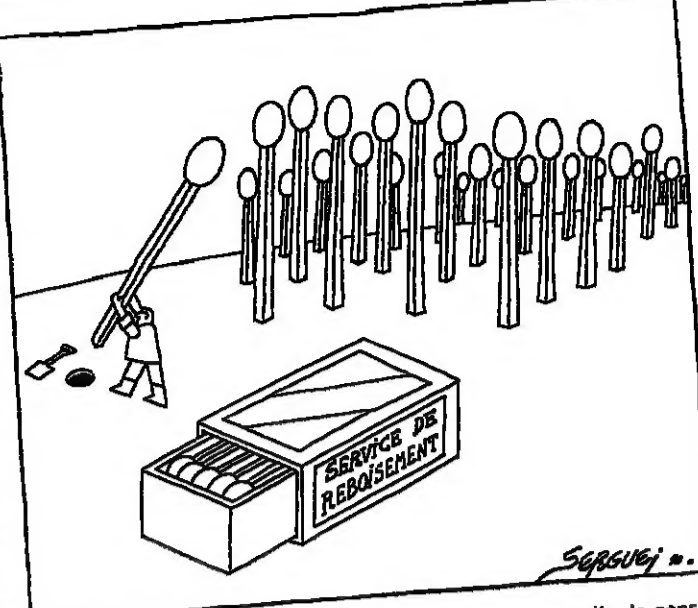
François Bloch-Lainé « dans sa sagesse » a posé la vraie question : est-ce une fatalité si les villes ne peuvent loger les gens aux ressources modestes ?

Rouge Midi

Malgré exhortations, règlements et moyens de lutte, la forêt varoise est particulièrement vulnérable aux incendies de l'été

TOULON

de notre correspondant



La sécheresse de l'hiver a fait craindre que le Midi ne soit particulièrement exposé aux feux de forêt. De fait, dans le Var, les pompiers ont eu à intervenir pour maîtriser les feux dès le mois de février. « Cependant, si la situation reste délicate, elle n'est pas plus précaire que celle que nous avons connue au cours des précédentes années », estime le capitaine Nicolas, chargé des relations avec la presse à la direction départementale des services d'incendie et de secours. L'empêche, que selon les services de la météorologie, le déficit hydrique (50 %) que connaît actuellement le département est le plus important depuis une dizaine d'années. Quant aux récentes pluies qui n'ont pas pénétré les sols en profondeur, elles seraient plutôt néfastes. Comme l'expliquait M. Bussière, préfet de région, au cours de la présentation d'un plan de lutte anti-incendies d'herbes et de graminées qui « sont de véritables cordons d'explosion ». Plus encore, l'incendie de Bormes, le 21 juin dernier, au cours duquel quatre pompiers (dont un jeune de dix-sept ans) ont trouvé la mort, a sensibilisé les Varois et les vacanciers.

C'est inéluctable. Cet été encore, le Var paiera son tribut au feu. L'an dernier, 12 870 hectares de forêts et de maquis ont été réduits en cendres à l'issue de 359 feux de plus ou moins grande importance. Cette année pourrait être aussi noire que la précédente.

Avec 440 000 hectares de forêts, bois et garrigues, le Var est le second département de France - après les Landes - en ce qui concerne les surfaces boisées. Et, depuis 1933, ce sont 481 000 hectares qui ont été la proie des flammes. Pour autant, le Var n'est pas resté inerte. Au contraire, elle s'est constituée au point de gagner plus de 30 000 hectares depuis 1852 : selon les spécialistes, il y a tout lieu de penser qu'elle s'étendra encore du fait de la diminution des terres agricoles. C'est une des grandes faiblesses de cette forêt qui, à cause de sa faible valeur de production, n'est pas entretenue. D'où sa vulnérabilité au feu. Ce qui explique que les feux du centre et du haut Var, jusqu'à ces dix dernières années, étaient pas sujets au feu sont devenus aussi fragiles que la bande littorale longtemps qualifiée de « zone rouge ».

Malgré les exhortations et règlements, la forêt varoise est souvent abandonnée à sa nature prolifique. Harcelée et appartenant en grande partie (344 000 hectares) à des propriétaires privés, elle est peu entretenue car sa très faible valeur économique ne compense pas les travaux nécessaires au débroussaillage. A ce propos, les experts s'opposent. Certains estiment que l'entretien de la forêt peut faire régesser les incendies. D'autres, au contraire, pensent que le débroussaillage peut participer à l'érosion des sols en favorisant le passage d'un vent activant les feux. Une chose est certaine : selon les responsables de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) du Ruscas (Var), « contrairement à une idée reçue, les conifères ne sont pas plus inflammables que certains chênes ». Ce sont les conditions topographiques, pluviométriques ou de dessiccation qui sont souvent déterminantes.

Hélicos de la discordie

En attendant que les experts se mettent d'accord, le prix du feu reste lourd. En 1989, la lutte contre les incendies dans le Var a coûté 170,3 millions de francs, et le reboisement coûte entre 1 500 et 25 000 francs à l'hectare selon la topographie. Les crédits engagés par l'assemblée départementale en matière de prévention et de lutte sont passés de 43,6 millions de francs en 1985 à 128,9 millions de francs en 1990. Cet effort représentait un maximum pour M. Mauseigneur, sénateur et président du conseil général, qui fait remarquer que pour le fonctionnement du Service d'incendie départemental et secours (SDIS) la participation financière du département oscille entre 65 % et 68 %, contre 19 % à 26 % pour l'Etat.

Sans cesse mieux doté en matériel et en hommes, le Var ne parvient cependant pas à faire reculer le feu. Outre ses 3 150 pompiers (dont 2 625 volontaires) et les renforts (400 hommes) de l'été, le département dispose de 350 véhicules, 4 avions légers et 5 hélicoptères bombardiers d'eau (de type Bell), dont 2 à la charge de l'Etat. Ces hélicoptères font d'ailleurs l'objet de quelques polémiques. L'an dernier, faute d'avoir obtenu

plus de deux appareils, le conseil général, par l'intermédiaire du SDIS, en avait pris deux de plus à sa charge, soit une facture de 6 millions de francs pour les deux mois d'été. La société prestataire n'ayant pas répondu à l'appel d'offres renouvelé en 1990 au niveau européen, le département prenait contact, en avril 1990, avec Hélicopter, une société varoise en cours de constitution et prête à acheter des hélicoptères, sous réserve d'obtenir le marché qui, dès lors, pouvait être passé de gré à gré. L'appel d'offres ayant été infructueux, il fut décidé de lui louer trois Bell : deux pour les deux mois d'été et le troisième pour une année entière. Dans le même temps, un accord était conclu pour la location d'un Ecureuil affecté à la surveillance des îles d'Or (Porquerolles, le Levant et Port-Cros), compte tenu de sa sponsonisation à 60 % par de grandes entreprises nationales et à 15 % par la région.

Contrat exceptionnel s'il en est, puisque l'ensemble ne coûtera que 4,5 millions de francs par an, soit 1,5 million de moins et pour un parc d'intervention élargi. M. Arreckx, conseiller général de Fréjus, de l'avis mis en contact avec Hélicopter au profit duquel a été signé un contrat de cinq ans, mais il se trouve que dans les cinq souscripteurs de cette société se trouvent l'épouse du chef de cabinet de M. Arreckx, son épouse, attachée parlementaire et une troisième personne proche d'un conseiller général. « Je ne connais pas les actionnaires confesse M. Arreckx, qui se défend de tout délit d'ingérence... J'ai fait un appel régulier avec une société régulièrement constituée. » Beaucoup d'incendies, et beaucoup de fumée...

JOSÉ LENZINI

Universités : objectif performances

Suite de la première page.

Vaste chantier ! Plus propice à la réflexion sociologique qu'à l'action immédiate, car la complexité du monde universitaire, de ses missions souvent contradictoires, de ses publics hétérogènes, rend « difficile sinon impossible de pratiquer des procédures d'évaluation simples et claires trop drastiques ». Et ce d'autant plus que l'on retrouve, dans le pilotage de l'enseignement supérieur, ce vieux travers français cher à Michel Crozier : la dérive bureaucratique et la substitution du contrôle à l'évaluation des résultats.

Plutôt que de plancher sur le contenu d'une bonne évaluation des universités, le rapport transversal passe donc à en définir les conditions idéales. Il faudrait tout d'abord s'appuyer sur les universitaires eux-mêmes, les accorder progressivement à la nécessité de l'évaluation et choisir pour cela de mesurer en priorité les performances d'unités de base (unité de recherche, unité de formation, unité de service) plutôt que d'entités trop larges. D'autre part, pour ne pas braver la communauté universitaire, il serait nécessaire, « au moins dans un premier temps », de ne pas lier l'allocation des ressources et la distribution des budgets aux résultats de l'évaluation.

Cinq ans de réflexion

Pour éviter à la fois la bureaucratie et l'amateurisme, M. Michel Crozier recommande également de confier l'évaluation des universités à des « professionnels compétents », formés et expérimentés pour cela, travaillant en toute indépendance dans le cadre d'une « mission ». Cette mission, temporaire, et dotée de moyens importants, serait chargée de définir une politique d'évaluation, de la mettre en œuvre et d'en suivre les effets pendant trois ou quatre ans.

Enfin le rapport suggère quatre domaines prioritaires d'évaluation : les premiers cycles, les filières professionnelles, les formations doctorales et l'évaluation des administrations universitaires elles-mêmes.

Tout cela serait parfaitement convaincant si l'évaluation des universités était une idée totalement neuve en France. Or ce n'est pas tout à fait le cas. Créé en 1985, installé solemnel-

ment à l'époque par le président de la République, confié dans sa première mission par la loi d'orientation de juillet 1989, le Comité national d'évaluation des universités (CNE) travaille depuis cinq ans.

Non seulement il a été renouvelé l'an dernier et son premier président, M. Laurent Schwartz, a passé la main à M. François Luchaire, mais le ministre de l'Éducation a sensiblement renforcé de l'évaluation à la fin de l'année de quatorze à vingt-cinq membres salariés et experts à temps plein qui assistent les dix-sept membres nommés pour quatre ans par le président de la République.

Avec une quarantaine d'universités évaluées, un rapport transversal passionnant sur une discipline - la géographie - une réflexion sur les méthodologies de l'évaluation et une mobilisation de plusieurs centaines d'universitaires appelés comme experts, le CNE commence donc à disposer d'une expérience réelle.

Sans ignorer ce travail, le rapport de Crozier est plutôt abrupt : faute de moyens matériels et humains suffisants, le ministre de l'Éducation nationale, quoiqu'il s'en défende, laisse donc percer son agacement à l'égard d'une institution indocile qui poursuit son chemin sans répondre aux sollicitations immédiates de responsables soucieux de se doter rapidement d'outils de gestion prévisionnelle.

Comme devait le déclarer M. Claude Allègre, conseiller spécial du ministre de l'Éducation, lors de la présentation du rapport Crozier, vendredi 6 juillet, « il faut enfin dire la vérité, dire ce qui est bien et ce qui l'est moins, cesser de faire de l'évaluation melle où tout le monde est jugé le meilleur. On ne peut pas faire de l'évaluation utile sans douleur, faire d'évaluation utile sans douleur. Nous avons besoin d'indicateurs de performance pour répartir les moyens. On ne saurait être plus clair ! »

GERARD COURTOIS

Le plaidoyer du ministre de la francophonie

M. Alain Decaux défend la nouvelle orthographe

Le ministre délégué à la francophonie, M. Alain Decaux, a réuni jeudi 5 juillet, éditeurs, traducteurs, correcteurs et journalistes, « ceux qui tiennent en main l'orthographe », pour leur présenter les « rectifications » de l'orthographe préconisées par le Conseil supérieur de la langue française (le Monde du 21 juin).

M. Decaux, ministre et académicien, a rappelé que l'Académie française avait changé la graphie d'un mot sur quatre dans son dictionnaire de 1740. Aujourd'hui, il ne s'agit que de « petits ajustements à côté d'une révolution », a-t-il déclaré.

Pour justifier l'orthographe controversée du mot « néphar », le ministre a expliqué que ce mot « était ainsi écrit dans le Dictionnaire de l'Académie française [en fait] l'édition de 1837 et [est] resté tel jusqu'en 1935 ». Les rectifications, applicables en octobre 1991, paraîtront au Bulletin officiel de l'Éducation nationale à la rentrée

prochaine et, pour le public, « probablement sous forme de livre de poche avec analyses, études et textes des rectifications », a indiqué M. Cerquignini, délégué général à la langue française. La réforme de l'orthographe pose aux éditeurs de dictionnaires, « un problème coûteux et grave ». Mais ils sont d'accord pour publier, dans les prochaines éditions, l'orthographe traditionnelle suivie de l'orthographe désormais recommandée. Quant à l'Académie française, elle a décidé de placer « la nouvelle orthographe en tête et l'ancienne ensuite » dans les prochaines éditions de son dictionnaire.

Décidé à populariser les nouvelles graphies, M. Decaux s'est référé à Mermée pour proposer une dictée comprenant quelques-uns des mots « rectifiés », dont nous publions le texte avec, entre parenthèses, l'ancienne orthographe.

La dictée

Rectifier l'orthographe : quel événement (événement) ! Pour parler sans ambiguïté (ambiguïté), le dîner (dîner) de Sainte-Adresse (Sainte-Adresse) avec ses célèbres cuissaux (cuissaux) qui chahotaient d'allure selon qu'ils étaient de veau (cuissaux) ou de chevreuil (cuissaux) m'a toujours paru lourd à digérer, surtout par de beaux après-midis (après-midi) d'août (août). Désormais les persiflages (persiflages) sur les incoffrages (incoffrages) de notre langue seront inutiles : tous les hommes feront preuve d'une égale bonhomie (bonhomie) et abandonneront allègrement (allègrement) leurs instincts combattifs (combattifs) ; ils ne songeront plus à tyranniser les enfants qui éplient (éplient) déjà les mots comme ils éplient les pommes qu'on leur a laissés (laissés) acheter. Mais pour éviter les chaussetrappes (chaussetrappes), ne risqué-je (risqué-je) trappes, ne risqué-je (risqué-je) point, en contrepartie (contre-partie) et de m'exposer indument (indument) aux lazzi (lazzi) tel un vanuplé (va-nu-pieds) grelottant (grelottant), un traine-savate (traine-savate) complètement (complètement) soul (soul) ou saoul (soul) ou un marolo (marolo) ou marlot (marlot) marchant à

clochepied (cloche-pied) avec son pantalon trebuchonné (trebuchonné) ? Refusant à la fois le traintrain (train-train) et les méli-mélo (méli-mélo), les aprioris (a priori) comme les statutoques (statu quo), le souscrits aux dé-sideratas (desiderata) de ceux qui veulent distinguer les jeunes gens sôrs et mûrs et les jeunes religieuses, mais, sans sursoir (sursoir) davantage, je rejette gaiement (gaiement) les tocades (toques) des contremaitres (contremaitres) et les trimolles (trimolles) des maitresses (maitresses) déchainées (déchainées) par la disparition de leur accent circumflexe. Je suis souvent interpellé (interpellé) : pensez-vous que les auteurs de cette nouvelle réglementation (réglementation) doivent être absouts (absous) ? Le tréfond (tréfonds) de cette affaire est simple : l'orthographe n'est pas la langue, elle ne fait que l'habiller. Les goûts (goûts) changent, alors pourquoi pas le vêtement ? Avec son costume allégé, la dentellière (dentellière) d'aujourd'hui a-t-elle perdu de ses appâts (appâts) ?

سكنا من الاجل

SPORTS

CYCLISME : le Tour de France

Le bon sens terrien de Ronan Pensec

Cent quatre-vingt-douze coureurs ont rallié, vendredi 6 juillet, la ville de Vittel où, samedi, la septième étape du Tour de France devait être consacrée au premier grand contre-la-montre, entre Vittel et Epinal.

VITTEL

de notre envoyé spécial

Sur les routes de Lorraine, les coureurs ont musclé. Les averses incessantes, le vent froid ne les motivait pas vendredi 6 juillet. Et puis la beauté des paysages ne les incitait pas à jouer les aventuriers dans cette région qui, contrairement aux idées reçues, ne se résume pas à une succession d'usines sidérurgiques à l'abandon. A l'image de Liverdun, vieux bourg médiéval de Meurthe-et-Moselle, cette campagne est agréable. Elle affiche ses champs de céréales et ses vagues pâturages. Elle laisse même entrevoir quelques arpentés de vignes, fierté des producteurs locaux du gris de Toul. Majoritairement issus du monde rural, les

coureurs aiment regarder le paysage qui les entoure, même quand les vallonnements successifs réclament leurs coups de pédale.

Le Breton Ronan Pensec fait partie de ces sportifs bucoliques. Epris de culture rock'n roll et de voitures des années 50, l'enfant de Douarnenez cache derrière ses allures légèrement punk un bon sens terrien qui apparaît dès qu'il s'agit de gérer sa course. Acteur de l'échappée victorieuse en terre poitevine le premier jour de l'épreuve (le Monde du 3 juillet), le coureur de la formation Z a su préserver son avance au classement général. Au fil des étapes de plaine, il a grignolé les secondes pour se rapprocher du Canadien Steve Bauer, détenteur du maillot jaune. Un sprint pour gagner des points ou une échappée avant l'arrivée à Rouen lui ont permis de se hisser à la deuxième place du classement général, et surtout de conserver l'écart de dix minutes qui le sépare de toutes les vedettes en réserve.

Ronan Pensec sait qu'il doit augmenter son capital malgré l'étape contre la montre du samedi 7 juillet. Car ce genre d'épreuve, « ce

n'est pas mon truc », avoue-t-il. Lui, l'homme des courses en montagne, estime qu'il peut perdre trois à quatre minutes par rapport à des spécialistes de la vitesse en solitaire. Il lui faut donc ne rien laisser passer avant le rendez-vous qu'il estime à son avantage avec les Alpes.

La tenue

d'un leader national

Laurent Fignon maintenant hors course, le petit Breton se moule dans la tenue d'un leader national. Sans vantardise ni prétention superflue, il estime posséder à bientôt vingt-sept ans un palmarès respectable. A la fois calme et impatient de montrer « ce dont il est capable », Ronan Pensec a les yeux partout pour surveiller un peloton d'où pourrait surgir le danger. La situation se complique encore pour lui dans la mesure où il appartient à une formation qui compte dans ses rangs un ancien vainqueur du Tour de France bien décidé à réitérer son exploit. Alors, Pensec équilibre au rival de Greg LeMond ? La question l'embar-

rasse et il préfère l'évacuer en affirmant que « les jours suivants en décideront ».

Les responsables de la formation Z affichent eux aussi le même attentisme, au demeurant ravi que leur maillot bleu soit en vedette depuis le premier jour de la course. Les autres coureurs de l'équipe semblent prêts à soutenir l'ancien, comme s'ils savaient que l'Américain fraîchement enrobé se suffisait à lui-même. Cet état d'esprit s'est manifesté vendredi 6 juillet lorsqu'un groupe de coureurs dont faisait partie Ronan Pensec a chuté sous l'effet du vent latéral, à 40 kilomètres de l'arrivée. Pas moins de six « Zorro » zélés se sont laissés glisser en queue de peloton pour aider leur camarade attardé à rejoindre la tête de la course.

L'étape Vittel-Epinal, disputée contre la montre samedi 7 juillet, risque donc d'être décisive pour le coureur breton. Un challenge qu'il attend sereinement en répétant que « dix minutes ne se reprennent pas si facilement que cela ».

SERGE BOLLOCH

TENNIS : les internationaux de Grande-Bretagne

Goran Ivanisevic, insolent et drôle

Pour la troisième année consécutive, le Suédois Stephan Edberg et l'Allemand Boris Becker devaient se retrouver en finale du tournoi de Wimbledon. Edberg a finalement dominé le Tchèque Ivan Lendl en trois sets, le jeune Yougoslave Goran Ivanisevic posant d'avantage de difficultés au tenant du titre, Boris Becker.

LONDRES

de notre envoyé spécial

Même les habitués de l'All England Club s'étaient pris à rêver à une finale différente. Ils avaient beau savoir qu'à Wimbledon, les surprises se distillent au compte-gouttes, ils attendaient l'événement. La qualification de Lendl, l'éternel amoureux transi du court central, celui qui cette année avait tout sacrifié, même le tournoi de Roland-Garros, pour mieux se préparer au gazon londonien. Ou mieux encore, celle de Goran Ivanisevic, ce grand échalo de dix-huit ans, nouvelle terreur des carreaux de service.

Avec le jeune Yougoslave, ils devront seulement patienter une année, peut-être deux. « Il gagnera ce tournoi, j'en suis sûr », n'a pas hésité à prophétiser Boris Becker. On n'a guère de mal à croire le triple vainqueur de Wimbledon tant le tennis d'attaque d'Ivanisevic paraissait fait pour l'herbe. Une nouvelle fois, son service, « le meilleur du circuit », selon Becker, a empoisonné la vie de son adversaire. Quatorze fois l'Allemand a dû regarder la petite sphère de feutre jaune voler sous sa raquette sans pouvoir la toucher.

Pendant deux sets, ce gamin insolent s'est même permis de retourner ses mises en jeu comme il l'aurait fait face à un vulgaire joueur de terre battue. Sans oublier les passages, de revers à deux mains ou de coups droits, les volées et les amortisseurs. Et comme s'il avait besoin de cela pour conquérir le public de Wimbledon, celui que les vieilles Anglaises appellent déjà « good boy » sait aussi être drôle. Qu'une mèche passe sur le court, et le voilà qui lui parle entre deux services.

Qu'elle insiste, et il lui lance gentiment sa raquette.

Alors, qu'a-t-il manqué à ce génial grand duc pour éliminer le tenant du titre ? D'avantage de régularité, avant tout. Trop souvent, « l'ivoire » a manqué des volées faciles. Mais aussi un peu de lucidité : « A 1 set à 0 et 6 jeux à 5 sur mon service, je me croyais déjà au troisième set », a-t-il avoué après le match. Mais c'est Becker qui empoche la deuxième manche au tie-break, puis la suivante 6 jeux à 0, avant de gagner la quatrième après un nouveau jeu décisif.

Lendl
lent et hésitant

De quatre manches, il n'a jamais été question entre Yvan Lendl et Stephan Edberg tant les deux champions ont paru vivre sur deux galaxies différentes. A Lendl les déplacements lents et hésitants, à Edberg la légèreté et l'assurance. Sur les épaules du Tchèque slovaque, un débordement pour lutter contre le froid et le poids d'un match à ne pas perdre, le Suédois ne s'accompagnant ni de petite laine ni de grosse angoisse. Tandis que Lendl, forçant sa nature, se lançait à l'assaut du filet comme d'autres graviraient le Chemin des Dames, Edberg, tranquille, semblait porté naturellement à la volée pour y conclure les points sans le moindre effort apparent et ce durant trois sets, offrant en prime aux spectateurs le luxe d'un tie-break qu'il gagnait sans difficulté.

Lendl, Ivanisevic. Les deux vedettes de cette journée auront bien été les battus. L'un parce qu'il tient ans il jouait peut-être sa dernière demi-finale sur le central de Wimbledon, l'autre parce qu'à dix-huit ans, le canonier de Split vient probablement de signer un bail à long terme dans la plus vieille et la plus fermée des institutions du monde du tennis.

NATHANIEL HERZBERG

Les résultats

Simple messieurs

(Demi-finales)

Edberg (Sué., n° 3) b. Lendl (Tch., n° 1), 6-1, 7-6, 6-3 ; Becker (RFA, n° 2) b. Ivanisevic (You.), 4-6, 7-6, 6-0, 7-6.

RELIGIONS

Un numéro spécial de la revue « l'Histoire » consacré aux religions en France

La revue *l'Histoire* consacre sa livraison de juillet-août à un numéro spécial sur les chrétiens, juifs et musulmans en France. Intitulé « Du baptême de Clovis aux mosquées de la République », le dossier a été constitué par ses auteurs pour mettre en évidence la « ligne de haute tension » que suit l'histoire religieuse de la France aboutissant à la laïcité « qui redéfinit la solution historique [à ces] contradictions : faire que les différences (chrétiennes, juives, musulmanes, athées) n'empêchent pas la cohérence nationale ».

Le numéro spécial de *l'Histoire* analyse chronologiquement, en une

vingtaine d'articles, l'évolution des rapports Etat-religions. Gilles Kepel rappelle comment, avant les années 1980, les républicains considéraient l'islam comme un facteur de paix sociale et d'unité, avant que l'intégrisme n'en fasse une religion suspecte. Enfin, la revue étend la réflexion aux liens qui unissent la politique et le religieux : M. Michel Noir explique les conséquences de son engagement chrétien dans son action politique et un article de M. Jean Baudouin, examine en quoi la démarche de M. Michel Rocard, relève de sa culture protestante.

FOOTBALL : la Coupe du monde

La France favorite pour 1998

ROME

de notre envoyé spécial

Le Mondiale italien touche à sa fin. La « World cup » américaine de 1994 est encore loin. Mais l'éventuelle version française de la Coupe du monde en 1998 commence à se préciser. Profitant de la présence en Italie de la presse internationale et des instances du football mondial, le Comité de candidature pour l'organisation de cette compétition en France a présenté les premiers éléments de son dossier vendredi 6 juillet à Rome.

Le dossier définitif devra être terminé avant la fin de 1991 et le comité exécutif de la Fédération internationale de football (FIFA) ne prendra une décision qu'en juin 1992, mais la France a d'ores et déjà de bonnes chances de l'emporter. Ses concurrents : la Suisse, le Portugal, le Maroc et peut-être le Brésil - ne semblent pas être, pour l'instant, en mesure de l'inquiéter.

Cette candidature est, en fait, officielle depuis le 1^{er} février 1989 (le Monde du 31 janvier 1989). M.M. Roger Bambuck, secrétaire d'Etat chargé de la Jeunesse et des Sports, Jean Glavany, délégué interministériel, Jean Fournet-Fayard, président de la Fédération française de football, et Michel Platini, directeur des équipes de France, ont souligné les principaux points forts de la candidature : une expérience des grandes compétitions (le championnat d'Europe des Nations 1984), un réseau hôtelier supérieur à son homologue italien, des moyens de transport rapides (TGV vers Nantes et Lyon...), des facilités de

télécommunications, une pratique de la sécurité, etc.

Le seul véritable point faible de cette candidature reste le grand stade parisien, ce serpent de mer du sport national sujet de bien des polémiques depuis plusieurs années. « Sans grand stade, pas de Coupe du monde », a rappelé M. Jean Fournet-Fayard.

Une telle enceinte (85 000 places) est en effet exigée dans le cahier des charges très complet imposé par la fédération internationale. Le dossier semble néanmoins en bonne voie, comme l'a confirmé M. Roger Bambuck. « Six sites ont été retenus. Ils vont être soumis à M. Rocard qui prendra ensuite une décision à l'automne quant au lieu d'implantation de ce stade ».

Une fois résolu le problème parisien, il restera à régler la question de Marseille où la construction d'une enceinte entièrement neuve de 60 000 places est à l'origine d'un débat serré entre M.M. Bernard Tapie, député des Bouches du Rhône et président de l'Olympique de Marseille, et Robert Vigouroux, maire de la ville.

Il faudra également préparer les plans d'aménagement des dix autres stades de 40 000 places indispensables pour une telle compétition (places assises, installations pour la presse...). Mais la tâche ne paraît pas insurmontable car les stades en question existent déjà. Ceux de Strasbourg, Nantes, Bordeaux ou Lens seront rapidement opérationnels.

Le coût de l'ensemble d'une telle entreprise ne peut encore être chiffré. L'heure est pour l'instant à la « campagne de candidature » et aux opérations de promotion.

PHILIPPE BROUSSARD

Dans « le Monde diplomatique » de juillet

Le mur le plus solide

Le « rideau de fer » est tombé, mais un mur invisible continue de se dresser en Europe, d'un bout à l'autre du continent, le mur de l'argent. Dans le *Monde diplomatique* de juillet, Claude Julien s'attarde sur les risques pesant sur la reconstruction des économies de l'Est du fait des inégalités de richesse entre les deux parties du continent et alors que l'Europe des Douze elle-même est pressée par les Allemands de faire son unité politique. Bernard Cassen mesure les conséquences des ambitions de Bonn pour cette Europe en formation. De son côté, Christian de Brie montre comment l'extrême droite en France se nourrit des renoncements d'une gauche sans projet.

Le même numéro comporte plusieurs articles sur les Etats-Unis : Serge Helimi traite de la peine de mort ; Jacques Deconoy de la faillite des caisses d'épargne, qui risquent d'entraîner les banques commerciales ; le même auteur et

Alain Auzat supputent les possibilités de rebâtir l'économie américaine grâce à des dividendes de la paix. Du côté de l'URSS, Jean-Marie Chauvier tâte les chances de M. Gorbatchev alors même que « les Russes sont de retour ».

La tempête qui s'est abattue sur la coopération franco-africaine suscite des articles de Claude Wauthier et de Colette Braeckman où l'on voit combien il est difficile, finalement, de renoncer à soutenir des régimes quasi dictatoriaux. Lire aussi : un reportage d'Alain Gresh, « Chez les Palestiniens des deux rives » ; des articles sur le résultat des élections au Pérou et les fragilités de la nouvelle démocratie haïtienne ; les réflexions de Jacques Testart, « A la recherche d'un cobaye idéal », et de Bernard Edelman, « Le droit d'auteur, un produit commercial comme un autre » dans l'Europe des marchands.

COMMUNICATION

Le bilan annuel des chaînes publiques

Le CSA adresse un rappel à l'ordre au PDG d'Antenne 2 et FR 3

C'est un sévère rappel à l'ordre à l'adresse de M. Philippe Guillaume, le président d'Antenne 2 et FR 3, qu'a lancé, vendredi 6 juillet, le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) en publiant le bilan 1989 des chaînes publiques. Un bilan particulièrement critique sur la gestion et la grille d'Antenne 2 ainsi que sur l'absence de coordination entre les directeurs des deux grandes chaînes publiques et les régies publicitaires.

Le CSA, qui a reçu jeudi soir pendant deux heures et demie M. Guillaume pour dresser un premier bilan de la présidence commune, a ainsi insisté « sur la nécessité de mener à bien une meilleure harmonisation des programmes des deux chaînes, non seulement à travers la complémentarité de leur programmation, mais aussi par une affirmation plus nette de l'identité de chacune d'entre elles ». Il a expressément demandé à M. Guillaume « que soit précisée rapidement l'orientation de la politique de production et de création dans le service public » et entend désormais que « les deux sociétés respectent scrupuleusement les règles relatives au parrainage ».

Au-delà de ces conclusions, le CSA porte un jugement détaillé sur chacune des chaînes « au regard des cahiers des charges, mais aussi, précise-t-il, des engagements pris par M. Guillaume lors de l'audition qui a précédé sa désignation ».

Un président italien pour Eureka audiovisuel

La structure européenne d'aide à la création Eureka audiovisuel vient de porter à sa tête pour un an un diplomate italien, M. Giovanni Castellana. Il remplace un Français, M. Bernard Miyet, pour cette présidence tournante. Eureka audiovisuel a également accordé son label (assorti ou non d'une aide financière) à trois projets : le Groupement européen des écoles de cinéma (GEECT), pour des échanges d'étudiants et des coproductions entre 20 écoles ; Euromedia Garantie, fonds de garantie financier ; et une série d'émissions en télévision haute définition sur les métiers d'art en Europe.

Le regard sur Antenne 2 est de loin le plus critique. « Soucieux de ne voir s'engager de manière défective et durable dans la voie qui lui permettrait de mieux répondre à sa mission », le conseil « souhaite que des modifications importantes de la grille de programmes fassent une plus grande place à l'innovation, à la créativité et à l'innovation interventionnisme ».

« Les changements d'horaires de certaines émissions, ainsi que la programmation dans certains créneaux horaires (19 h 30) d'émissions de qualité médiocre, n'ont pas permis, estime-t-il, la reconquête par la chaîne de service public d'une audience plus large ». Le CSA note aussi que « sur l'ensemble de la journée les œuvres d'expression originale française ne représentent que 40,8 % des œuvres diffusées et les œuvres originales de la CEE 49,7 % ». Quant à l'harmonisation, elle apparaît pour le moins limitée. « Dans les faits, affirme le CSA, elle n'a consisté en 1989 qu'en des déplacements de cases horaires sur la grille, déplacements qui, au demeurant, n'ont pas été toujours judicieux ».

Le conseil souligne cependant « quelques avancées positives », notamment l'augmentation de l'offre de documentaires et magazines, l'augmentation de la fiction pour la jeunesse ou la légère progression de la part de dessins animés français et européens. Il indique enfin que les recettes publicitaires d'Antenne 2 ont enregistré une moins-value de 344,2 millions de francs par rapport à l'objectif inscrit au budget.

Le CSA donne plutôt un satisfait à FR3 « en nette progression » pour le respect de ses quotas. Il souhaite « que soit engagée en 1990 une politique visant une meilleure participation des structures régionales à la programmation nationale » et juge « satisfaisants » ses résultats financiers (un solde positif de 2,7 millions de francs).

C'est cependant la SEPT qui reçoit l'ensemble des louanges du conseil. La SEPT dont la programmation est jugée « d'une grande qualité » et dont la politique en matière de coproductions et de programmes « s'avère à la hauteur des ambitions d'une chaîne culturelle ».

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5298

HORIZONTALEMENT

I. Etre en train de flotter. Un bon coup de main. - II. Un chef de tribu. Des caractères anciens. Respectés par les traditionalistes. - III. En France, Enclin à fumer. « Terme » de mépris. - IV. Qui a fait son apparition. En Syrie. Descendu dans la fosse. - V. Les gens du milieu. Une poussière au Japon. - VI. Etat du désert autrefois. Participe. Saint. - VII. Note. Qui ne piquent jamais. Divinité. - VIII. Une victime d'Achille. On se réjouit quand on voit le bout. Un mauvais travail. - IX. N° qu'un foc à l'avant. Lit des bouquins. Donne des raisons de se plaindre. - X. Un petit tour à l'étranger. Rendit plus flatteur. Blanc, c'est le tungstène. - XI. Un travail qui demande de bons nerfs. Qui ne prend jamais rien. - XII. Une maison de fous, autrefois. Peut être assimilée à la peste. Deux cantons dans l'eau. - XIII. A une gueule redoutable. Un dialecte polynésien. Lettre. - XIV. Tranche quand on parle d'une vieille. Se jette dans la baie de Donegal. Une fine bordure. - XV. Tourne dans les deux sens. Très gras et salé. Peut-être être assimilés à de petites tules.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
I															
II															
III															
IV															
V															
VI															
VII															
VIII															
IX															
X															
XI															
XII															
XIII															
XIV															
XV															

- 10. Plier. Note. Un lion y termine sa vie. - 11. Un théâtre de légendes. En espèce. Lie. - 12. Pas innocents. L'ancêtre du cicovide. - 13. Baie du Japon. Droit de passage. Grosit en courant. - 14. Peut faire tache. Etre comme un mort. Parfois marqué au fer. - 15. Peut être mise en nourrice. Peut-être nous faire porter le bonnet.

VERTICALEMENT

1. Comme des personnes très sujettes à la grippe. Pas disposé à faire des courbettes. - 2. Qui ne supporterait pas d'être réprimandé. Pour la prendre, il faut généralement le couper. - 3. Pronom. Grecque. Peut-être de crêpes. - 4. Se rendra. Un cri d'étonnement. Tourne autour de Jupiter. Fin de bail. Adverbe. - 5. Pas du tout saisi. Un mot qui peut faire bondir. Coule en Afrique. - 6. Un aspect du papier. Pronom. Le roi des rapaces. - 7. Kerma, en Tunisie. Vieilles cuillottes. - 8. Ceux qui y montent ont l'habitude de se frapper. Qui n'a donc pas assez poussé. Très rude. - 9. Déruisé. Vendeur alternatif.

Solution du problème n° 5297

Horizontalement

I. Bistouri. - II. Acter. Ase. - III. Ganterio. - IV. Ase. Eus. - V. Geko. Ita. - VI. SION. - VII. Sor. Esse. - VIII. Tue. Co. An. - IX. Er. Ravi. - X. Sumolot. - XI. Messie. Né.

Verticalement

1. Bagagiste. - 2. Icare. Ours. - 3. Spécure. Us. - 4. Tê. Ers. - 5. Ore. Os. Mi. - 6. Rd. Décrue. - 7. Rains. Al. - 8. Isur. Savon. - 9. Se. Séânito.

GUY BROUTY

Cérén

CHRONOLOGIE

ÉTRANGER

1^{er}. - **ÉTATS-UNIS-URSS** : MM. Bush et Gorbatchev signent, à Washington, un traité de désarmement chimique et une déclaration sur le futur traité de réduction des armements stratégiques. Un accord de commerce est aussi conclu, malgré l'absence apparente de concessions de M. Gorbatchev au sujet de la Lituanie. Le futur statut militaire de l'Allemagne unie reste un « sujet de désaccord ». Le 2, M. Bush et M. Gorbatchev poursuivent leurs entretiens à Camp David. Le 3, M. Gorbatchev gagne Minneapolis, puis la Californie. A San Francisco, le 4, il rencontre le président Ronald Reagan pour le premier sommet soviéto-américain (du 1^{er} au 8 et 30).

3. - **CHINE** : Pour le premier anniversaire du massacre de la place Tiananmen, des étudiants manifestent sur le campus de l'université de Pékin en dépit d'un imposant dispositif policier. Le 7, au lendemain de la libération de 97 prisonniers politiques, M. Li Peng, premier ministre, annonce une « politique plus clémente » à l'égard des manifestants de 1989 encore détenus. Le 23, M. Fang Lizhi et son épouse, réfugiés à l'ambassade des États-Unis à Pékin depuis le 7 juin 1989, sont autorisés à partir pour l'étranger ; le couple dissident se rend en Grande-Bretagne (du 2 au 8, 15, 21, 22, 26, 27 et 28).

4. - **URSS** : En Kirghizie, des affrontements interethniques opposent Kirghizes et Ouzbeks. 186 morts, selon un bilan officiel publié le 19 (du 6 au 12, 14 et 21).

6. - **RDA** : Susanne Albrecht puis sept autres terroristes ouest-allemands membres de la Fraction armée rouge sont arrêtés. Soupçonnés d'avoir participé à des dizaines d'attentats en RFA, ils avaient trouvé refuge en RDA (du 13 au 18, 20, 23 et 29).

7. - **AFRIQUE DU SUD** : L'état d'urgence, instauré le 12 juin 1986, est levé, sauf dans la province du Natal, où se poursuivent des affrontements entre factions rivales dans les cités noires. Le 19, la loi abolissant, à partir du 15 octobre, la ségrégation raciale dans les lieux publics est votée par les députés (3-4, 7, 8, 9, 20 et 21).

8. - **CEE** : Un compromis conclu à Bruxelles entre les ministres de l'Agriculture des Douze met fin à une polémique sur la qualité de la viande bovine exportée par la Grande-Bretagne, où sévit la maladie dite des « vaches folles ». La France, la RFA et l'Italie lèvent l'embargo qu'elles avaient décrété (1^{er}, 2, 3-4, 6, 8, 9 et 14).

9. - **EST-OUEST** : Les dix-sept pays (ceux de l'OTAN moins l'Islande, plus l'Australie et le Japon) membres du COCOM décident de réduire pour l'Europe de l'Est les restrictions qu'ils imposent depuis 1949 aux ventes de technologie aux pays communistes (7, 8 et 10-11).

10. - **PACTE DE VARSOVIE** : Les dirigeants des sept pays membres de l'ex-bloc communiste, réunis à Moscou, décident de « reconsidérer » d'ici à novembre « le caractère et les fonctions » de leur alliance afin de lui donner un rôle plus politique que militaire. La Hongrie annonce sa volonté de quitter le pacte avant la fin de 1991 (8, 9, 10-11, 16, 17-18, 22 et 28).

8. - **INDE-NÉPAL** : New-Delhi accepte de mettre fin au blocus économique imposé au Népal depuis le 23 mars 1989, les relations commerciales sont rétablies (31/III, 10-11 et 13/VI).

11. - **ITALIE** : Début de la quatrième Coupe du monde de football, qui oppose vingt-quatre équipes. Le 26, après quarante-quatre matchs, répartis dans douze villes de la Péninsule, les qualifications pour les quarts de finale sont six (sur quatre) équipes européennes (Angleterre, Italie, RFA, République d'Irlande, Tchecoslovaquie, Yougoslavie), ainsi que l'Argentine et le Cameroun, première équipe africaine à atteindre ce stade de la compétition (3-4 et du 7 au 28).

8-9. - **TCHÉCOSLOVAQUIE** : 96 % des électeurs inscrits participent aux premières élections législatives libres depuis 1946. Le Forum civique du président Václav Havel et son homologue slovaque Public contre la violence remportent la majorité absolue au Parlement fédéral bicaméral, avec 87 sièges sur 150 à la Chambre du peuple et 82 sièges sur 150 à la Chambre des nations. Le Parti communiste, qui obtient 24 sièges dans les deux Chambres, devance l'Union chrétienne-démocrate, qui n'a que 20 sièges dans les deux Chambres. Le 27, M. Alexander Dubček est réélu président du gouvernement tandis que le nouveau gouvernement, prénommé « M. Marian Čalfa reste premier ministre (du 5 au 9, du 12 au 18, 22, 29 et 30).

10. - **BULGARIE** : Premier tour des premières élections législatives libres depuis 1944. A l'issue du second tour, le 17, le Parti socialiste (ex-communiste) obtient la majorité

absolue, avec 211 sièges sur 400. Mais l'opposition réussit une percée spectaculaire en remportant 184 sièges, dont 144 pour l'Union des forces démocratiques (7, du 9 au 21, 27 et 28).

10. - **KOWEÏT** : L'abstention atteint 38 % lors de l'élection du Conseil national transitoire, organe consultatif créé par la famille régnante. L'opposition avait appelé à boycotter ce scrutin pour exiger le retour à la démocratie parlementaire, suspendue depuis juillet 1986 (16, 20 et 23).

11. - **PÉROU** : Au deuxième tour de l'élection présidentielle, M. Alberto Fujimori, candidat du mouvement indépendant Changeamiento 90, l'emporte, avec 62,5 % des suffrages, sur M. Mario Vargas Llosa (droite libérale), qui n'obtient que 37,5 % des voix. M. Fujimori succède au président Alan García (social-démocrate) le 28 juillet (6, 8, 10-11 et 12/VI, 5/VI).

11. - **ISRAËL** : Le gouvernement formé après trois mois de crise par M. Itzhak Shamir (Likoud) obtient l'investiture de la Knesset par 62 voix contre 57 et une abstention. Composés de membres du Likoud (droite), de l'extrême droite ultra-nationaliste et de partis religieux orthodoxes, il est accusé dans le monde arabe de « préparer la guerre » (du 9 au 16, 21 et 30).

11. - **SRI-LANKA** : Les hostilités reprennent dans l'est et le nord de l'île entre l'armée et les Tigres tamouls après près d'un an de cessez-le-feu. De violents combats font plus de mille morts avant la fin du mois (14, 19, 20, 21, 23 et 29).

11-15. - **FRANCE-Océan Indien** : M. François Mitterrand, en visite officielle aux Seychelles, à l'île Maurice, aux Comores et à Madagascar, souligne les liens entre démocratie et développement (7, 9 du 12 au 18 et 20).

12. - **ALGÉRIE** : Le Front islamique du salut (FIS) remporte les élections locales, le premier scrutin libre de l'Algérie indépendante. Aux municipales, selon les résultats officiels, il obtient, avec 54,23 % des suffrages (28,13 % pour le FLN, le parti au pouvoir), le contrôle de 53,42 % des communes (31,64 % pour le FLN), dont la plupart des grandes villes. L'abstention, prônée par les partisans de M. Ali Ahmed et de M. Ben Bella, s'élève à 40,24 % des inscrits. Le FIS, réclame la dissolution du FIS, réclame des législatives anticipées tout en tentant de rassurer ceux qu'inquiète la victoire des islamistes (7, du 13 au 20 et du 22 au 27).

12. - **URSS** : Les députés de la Fédération de Russie proclament, par 907 voix contre 13, la « souveraineté d'Etat » de leur République, tandis que les présidents des quinze Républiques, réunis à Moscou au sein du Conseil de la Fédération, acceptent la proposition de M. Gorbatchev d'ouvrir des négociations sur « un nouveau traité d'union » qui lierait les Républiques socialistes devenues « souveraines ». Ce même jour, MM. Gorbatchev et Eltsine se rencontrent pour envisager une entente politique (3-4, 6, du 10 au 15 et 17-18).

13. - **ROUMANIE** : Des émeutes éclatent à Bucarest après l'évacuation par la police de la place de l'Université, occupée depuis le 22 avril par des manifestants. Les affrontements entre manifestants et forces de l'ordre font au moins six morts. Les 14 et 15, des milliers de mineurs, appelés à Bucarest pour « rétablir l'ordre », font régner la terreur dans les rues et saccagent les locaux de partis politiques, de journaux et d'universités. Les gouvernements occidentaux condamnant la violence de cette répression. Le 28, M. Petre Roman prône l'économie de marché en présentant son nouveau gouvernement, surtout composé de techniciens (du 10 au 27 et 30/VI, 1-2 et 3/VI).

13. - **URSS** : Le Soviet suprême vote une résolution priant le premier ministre, M. Rykov, de remanier son plan de réformes économiques avant le 1^{er} septembre (6, 7, 15, 16 et 17-18).

14. - **NIGER** : Le Monde révèle que des centaines de Touaregs ont été tués par l'armée après l'attaque, dans la nuit du 6 au 7 mai, de la sous-préfecture de Tchintabardine (15, 16 et 21).

14-15. - **CEE** : Les ministres de l'intérieur ou de la justice des Douze, réunis à Dublin, adoptent une convention qui rend plus strictes les critères d'attribution du droit d'asile (16 et 17-18).

19. - **CEE** : La Belgique, la France, la Luxembourg, les Pays-Bas et la RFA signent à Schengen (Luxembourg) une convention sur la libre circulation des personnes, qui ouvre la voie à l'Europe sans frontières (27/IV, 2 et 20/VI).

19-21. - **FRANCE-AFRIQUE** : Lors du seizième sommet franco-africain, réuni à La Baule, M. Mitterrand annonce de nouvelles remises de dettes, mais lie l'octroi de nouvelles aides aux efforts de

Juin 1990 dans le monde

La chronologie paraît le deuxième dimanche de chaque mois. Les chiffres entre parenthèses indiquent la date du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

par ÉDOUARD MASUREL

démocratisation (6 et du 17 au 23).

20. - **ÉTATS-UNIS-OLP** : Le président Bush décide de « suspendre » le dialogue américano-palestinien engagé en décembre 1988, après le refus de l'OLP de condamner la tentative d'attentat palestinien du 30 mai sur une plage israélienne (du 1^{er} au 4, 6, du 9 au 14, 22 et 23).

20-23. - **URSS** : Lors du congrès de reconstitution du PC de la Fédération de Russie, les conservateurs critiquent très violemment la politique menée par M. Gorbatchev ; le 23, ils réussissent à faire élire l'un des leurs, M. Ivan Polozkov, à la tête de ce PC qui avait disparu en 1925. Le 29, les conservateurs remportent une nouvelle victoire en obtenant que le comité central maintienne au 2 juillet la date d'ouverture du congrès du PC de l'URSS alors que gorbatchévistes et réformateurs radicaux avaient tenté de la faire reporter pour mieux s'organiser face à l'offensive conservatrice (à partir du 19).

21. - **ALLEMAGNE** : Les Parlements de Bonn et de Berlin-Est ratifient le traité d'Etat instaurant, le 1^{er} juillet, l'union économique, monétaire et sociale. Ils approuvent aussi, à une encore plus large majorité, une déclaration sur l'intangibilité de la ligne Oder-Neisse comme frontière occidentale de la Pologne (du 10 au 16 et à partir du 19).

19. - **IRAN** : Un violent séisme ravage une partie des provinces de Gilan et de Zandjan, au nord-ouest de Téhéran. D'une magnitude de 7,4, il fait environ 35 000 morts et 500 000 sans-abri. Malgré l'opposition des « durs » du régime, l'aide internationale est acceptée, y compris celle des États-Unis (du 22 au 30/VI et 6/VI).

19. - **HONGRIE** : La Bourse de Budapest, fermée en 1948, est réouverte pour réaliser un vaste programme de privatisations. C'est le premier marché de valeurs mobilières inauguré en Europe de l'Est (du 22 au 25).

22. - **ALLEMAGNE** : Lors de la deuxième réunion ministérielle de la

conférence « 2+4 », les participants se montrent résolus à s'entendre sur le futur statut international de l'Allemagne. Ils décident d'accélérer les négociations afin qu'elles soient achevées en novembre, date fixée pour le sommet de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) à Paris (du 6 au 16, 20, 23, 24-25 et 26).

23. - **ÉTATS-UNIS-SUISSE** : Le groupe américain Philip Morris annonce la prise de contrôle du charbon suisse Jacob Suchard après un accord entre les dirigeants des deux firmes (23 et 24-25).

23. - **CANADA** : L'accord constitutionnel conclu en 1987 et reconnaissant au Québec, à majorité francophone, le statut de « société distincte » devient caduc, deux des neuf provinces anglophones ayant refusé de le ratifier dans les délais prévus, malgré les pressions des autorités fédérales inquiètes pour l'unité du pays (du 2 au 7, 10-11, 12, 14 et du 23 au 28).

24. - **ÉTATS-UNIS** : A San Francisco, où s'est tenue, du 20 au 24, la sixième conférence internationale sur le sida, des dizaines de milliers d'homosexuels qui défient pour leur parade annuelle protestent contre la loi qui interdit aux séropositifs l'entrée libre aux États-Unis (du 19 au 26).

24. - **ISRAËL** : Le nouveau gouvernement de droite annonce que les immigrants soviétiques (près de cinquante mille en moins de six mois) sont installés à l'intérieur des frontières de 1967 et non dans les territoires occupés (5, 21 et 26).

24. - **LIBERIA** : Les forces rebelles du Front national patriotique du Liberia de M. Charles Taylor s'emparent du campus de l'université de Fendell, à 20 kilomètres au nord de Monrovia, la capitale. Des pourparlers de paix, engagés, après la médiation des chefs religieux, les 15 et 16, à l'ambassade des États-Unis à Freetown (Sierra-Leone), n'ont pas abouti en raison du refus du président Samuel Doe de quitter le pouvoir (du 1^{er} au 12, 19, 20, et du 23 au 29).

25-26. - **CEE** : Le conseil européen, réuni à Dublin, fixe au 13 et 14 décembre l'ouverture des deux conférences intergouvernementales sur l'union économique et monétaire et sur l'union politique. MM. Kohl, Mitterrand, qui avaient lancé, le 22, un appel à aider économiquement l'URSS, obtiennent de leurs partenaires un accord de principe, les modalités de cette aide devant être fixées lors d'un conseil européen extraordinaire le 27 octobre à Rome (du 20 au 30).

25-27. - **ZAMBIE** : Des émeutes font vingt-six morts à Lusaka après l'annonce du doublement du prix de la farine de maïs. Le 29, le président Kenneth Kaunda annonce pour le 17 octobre un référendum sur le multipartisme. Le 30, l'annonce d'un coup d'Etat est saluée dans la liesse avant un démenti officiel (du 27/VI au 3 et 7/VI).

26. - **ÉTATS-UNIS** : M. George Bush, revenant sur ses engagements électoraux, reconnaît que le déficit du budget ne pourra être réduit sans une augmentation des impôts (28).

27. - **ÉTATS-UNIS** : Le président Bush annonce une « initiative pour les Amériques », proposant un allègement de la dette pour les pays d'Amérique latine et des Caraïbes et envisageant une zone de libre-échange couvrant tout le continent américain (26 et 29).

29. - **GRANDE-BRETAGNE** : Les ministres de l'environnement de soixante-dix pays, réunis à Londres, s'engagent à éliminer avant l'an 2000 la production et la consommation des produits les plus dangereux pour la couche d'ozone (22/VI et 1-2/VI).

ITALIE : Dans la bataille pour le contrôle de Mondadori, M. Silvio Berlusconi perd la présidence du premier groupe de presse et d'édition italien, qu'il détenait depuis cinq mois, après un arbitrage favorable à M. Carlo De Benedetti (23/VI et 1-2/VI).

URSS : Le Parlement lituanien accepte, par 69 voix contre 35, de suspendre la déclaration d'indépendance du 11 mars pour une durée de cent jours à partir du début des négociations avec Moscou. Après ce vote, les sanctions économiques imposées par Moscou à la Lituanie depuis le 18 avril sont levées (du 13 au 21, 27, 28 et 30/VI, 1^{er}, 2 et 3/VI).

FRANCE

3. - M. François Mitterrand affirme, à Solothurn, qu'il ne s'est « pas trompé » en appelant M. Rocard et qu'il « le garde » comme premier ministre (3 et 7).

6. - M. Nelson Mandela, vice-président du Congrès national africain (ANC), commence par la France une tournée européenne qui le mène ensuite dans cinq autres pays. Il se rend aussi au Canada, puis aux États-Unis, du 20 au 30, où il est accueilli en héros. Partout, il plaide pour le maintien des sanctions contre l'Afrique du Sud (du 5 au 9, 12, 16, 17-18 et du 22 au 29).

7. - Les déclarations au Monde de M. Michèle Barzach, ancien ministre (RPR) de la santé, se prononçant pour la réouverture des maisons closes, suscitent des réactions divergentes jusqu'au sein du gouvernement (du 5 au 13 et 21).

9. - La Yougoslave Monica Seles devient, à seize ans, la plus jeune vainqueur des Internationaux de tennis de Roland-Garros en battant en finale l'Allemande de l'Ouest Steffi Graf. Le 10, l'Equatorien Andres Gomez, âgé de trente ans, remporte son premier tournoi du grand chelem en s'imposant face à l'Américain André Agassi (du 27/IV au 12/VI).

12. - M. Alain Carignon, maire (RPR) de Grenoble, est « mis en congé » du RPR, après avoir appelé à voter pour le candidat socialiste, afin de faire barrage au candidat du Front national, au second tour d'une cantonale partielle à Villeurbanne (1^{er}, 7 et du 10 au 20).

15. - M. Brice Lalonde présente un plan national pour l'environnement, qui définit une politique pour les dix prochaines années (16 et 17-18).

16. - Rolf Döbberlein, chercheur au CNRS arrêté en 1979 pour espionnage au profit de la RDA et libéré depuis 1983, est condamné à douze ans de réclusion criminelle par la cour d'assises spéciale de Paris (du 15 au 18).

16. - M. Pierre Bérégovoy s'oppose à la prise de contrôle de Pathe-Cinéma par l'homme d'affaires italien M. Gian-Carlo Pirelli (1^{er}, 9, du 15 au 18 et 22).

16. - M. Jean-Charles Naouri, ancien directeur du cabinet de M. Pierre Bérégovoy, est inculpé de délit d'initié dans l'affaire de la Société générale. Quatre autres personnes sont inculpées, le 15, le 19 et le 21 (1^{er}, 16, 17-18, 21, 23, 27 et 29).

17. - M. Rocard conclut les Rencontres socialistes consacrées aux inégalités sociales en énonçant vingt critères qui permettront de juger son action sociale au terme de la législature en 1993 (8, 12, 14, 16, 19 et 20).

18. - Cent mille personnes assistent, à Paris, à un spectacle son et lumière sur la Seine commémorant

l'Appel du 18 juin 1940, alors que des hommages quasi unanimes sont rendus au général de Gaulle pour le centenaire de sa naissance (13, 15 et du 17 au 25).

19. - Le Monde publie un long entretien avec M. Mitterrand (20).

20. - En mai, le déficit du commerce extérieur a atteint 5,7 milliards de francs, le nombre des chômeurs a diminué de 0,4 % et les prix ont augmenté de 0,2 % (13, 21 et 28).

21. - Les magistrats sont nombreux à participer à une journée nationale d'action, à l'appel de leurs trois syndicats, pour réclamer une augmentation du budget de la justice et une réforme de leur statut qui garantisse davantage leur indépendance (12, 13, 16 et du 19 au 25).

24. - Plus d'un million de personnes assistent à une moisson de blé organisée sur les Champs-Élysées à Paris par le Centre national des jeunes agriculteurs (du 23 au 26).

25. - Un accord est signé entre le gouvernement et les partenaires sociaux sur le financement jusqu'à la fin de 1993 de la retraite à soixante ans (22, 23, 26 et 27).

26. - Le conseil des ministres approuve le projet de loi reportant les élections cantonales de mars 1991 et les regroupant avec les élections régionales de mars 1992. M. Rocard a maintenu ce projet malgré l'avis défavorable du Conseil d'Etat (19, 27 et 28).

26. - Le gouvernement et les partenaires sociaux, sauf la CGT, s'entendent sur une relance des négociations sur les bas et moyens salaires. Le 27, M. Rocard annonce un « camp de pouce limité » du SMIC, qui est relevé de 2,5 % au 1^{er} juillet (3-4, 9, 10-11, 12, 21 et du 27 au 30).

27. - L'opposition décide de créer une confédération RPR-UDF, baptisée « Union pour la France », et s'engage à présenter un seul candidat à l'élection présidentielle de 1995, désigné grâce à des « primaires » (9, 12, 15, 21, 26 et du 28/VI au 2/VI).

28. - M. Rocard dresse, sur TF1, un bilan positif de son action depuis deux ans à Matignon. Il déclare qu'« on s'enrichit à travailler quotidiennement avec M. Mitterrand » et affirme qu'il « est remède » (23 et 30/VI, 4/VI).

29. - La cour d'assises de Paris condamne l'ex-CRS Gilles Burpas à cinq ans de prison dont deux avec sursis. Le 3 juillet 1986, il avait tué Loïc Lefèvre, un jeune homme qui tentait d'échapper à un contrôle policier dans le quartier de la rue de Mogador à Paris (26 et du 28/VI au 2/VI).

29. - L'INSEE annonce que, selon les premiers résultats du recensement 1990, la France comptait en mars 58,4 millions d'habitants, soit 2,7 millions de plus qu'en 1982 (26/VI et 30/VI).

CULTURE

1^{er}. - Quatre-vingts tableaux du Titien sont exposés au Palazzo ducale à Venise (13).

3. - Mort de Rex Harrison, acteur britannique (5).

9. - A la Comédie-Française, Dario Fo met en scène deux farces de Molière, le Médecin malgré lui et le Médecin volant (7 et 20).

14. - L'Académie française décerne le prix Paul-Morand à Jean-François Deniau et son Grand Prix du roman à Paule Constant pour *White Spirit* (Gallimard) (16).

19. - Le Conseil supérieur de la langue française remet à M. Michel Rocard, qui les accepte, des propositions de rectification assez légères de l'orthographe (20, 21 et 28).

21. - José Cabanis est élu à l'Académie française au fauteuil de Thierry Maulnier (10-11 et 23).

21. - Le Centre Georges-Pompidou présente une rétrospective Andy Warhol après New-York, Chicago, Londres et Milan (21 et 22).

22. - L'inauguration du nouveau Musée d'art moderne de Nice est boycottée par de nombreux artistes et critiques d'art après les propos antisémites tenus en avril par M. Jacques Médéric, maire de Nice (12, 20, 22 et 29).

22. - Bernard Pivot renonce à « Apostrophes », célèbre émission littéraire hebdomadaire qu'il animait depuis 1975 sur Antenne 2 (3-4, 6, 22 et 27).

22-25. - Les Rolling Stones rassemblent cent soixante-dix mille spectateurs pour leurs trois concerts au Parc des Princes à Paris (17-18 et 23).

28. - Le Musée d'art contemporain de Bordeaux est inauguré dans l'ancien Entrepôt Latné (4/VI).

De l'Assemblée au Sénat

1^{er}. - Une réforme de la taxe d'habitation, prévoyant d'asseoir, à partir de 1992, la part départementale de cette taxe sur les revenus et non plus sur la valeur locative du logement est votée au gouvernement par des députés PS, qui obtiennent l'abstention des communistes. La loi est définitivement votée le 20 (31/VI, 1^{er}, 2, 21 et 29/VI, 1-2 et 4/VI).

2. - Les députés votent en première lecture le projet de loi sur le travail précaire par 290 voix (272 PS, 3 UDC, 15 non-inscrits) contre 29 (26 PC, 2 UDC, 1 non-inscrit) ; l'UDF et l'UDC s'abstiennent ; le RPR ne prend pas part au vote. Le texte est définitivement adopté le 29 (2, 3-4, 5, 7, 23 et 29).

6. - Le rapport de M. François Hollande, député PS, sur la fiscalité du patrimoine est rendu public. Sa proposition d'augmenter la taxation des plus-values boursières inquiète les milieux bourgeois. A l'Assemblée nationale, M. Rocard s'emploie à les rassurer en soulignant les contraintes européennes de la politique fiscale (5, 7, 8, 21 et 22).

8. - Les députés unanimes votent en première lecture le projet de loi contre le blanchiment de l'argent de la drogue, qui est définitivement adopté le 29 (2, 9 et 23).

21. - La réforme des professions juridiques et judiciaires est le premier projet de loi rejeté (par 288 voix contre 285) à l'Assemblée nationale depuis le début de la législature (15, 16, 22 et 28).

21. - Une proposition de loi présentée par la majorité sénatoriale et visant à réformer le droit de la nationalité est votée en première lecture au Sénat, contre l'avis du gouvernement (22).

25. - Adoption définitive de la

loi sur le crédit-formation (14 et 27).

27. - Les députés approuvent définitivement la réforme des Postes et des Télécommunications. Le PC vote contre, le RPR, l'UDF et l'UDC s'abstiennent. Le 29, seule la CGT refuse de signer l'accord sur le projet social de la réforme (du 6 au 9, 15, 21, 28 et 29/VI, 1-2/VI).

28. - Le projet de loi relatif à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme est voté à l'Assemblée nationale, en première lecture, par 312 voix contre 148 et 109 abstentions (7, 8, 9, 21 et du 24 au 29).

28. - Le Sénat bloque le projet d'extension du droit de saisine du Conseil constitutionnel en refusant de voter ce texte dans les mêmes termes que l'Assemblée nationale, comme il est nécessaire pour une réforme constitutionnelle (9, 14, 15, 16, 21, 23 et 30).

29. - Les députés socialistes déposent une proposition de loi visant à nationaliser Framatome, le constructeur français de chaudrons nucléaires. Depuis le 14, la CGE, privatisée en 1987, possède 52 % du capital de Framatome, après le rachat des 12 % détenus par Dumez (8, 13, 16, 17-18, 19, 27 et 28/VI, 1-2/VI).

Adoption définitive de la loi protégeant les personnes malades ou handicapées contre des discriminations (21/VI et 1-2/VI).

30. - La session parlementaire de printemps s'achève après l'adoption définitive, par les députés, de la proposition de loi antiraciste d'origine communiste. Au Sénat, le vote de questions préliminaires avait empêché tout débat sur ce texte (6, 9, 13 et du 30/VI au 3/VI).

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 2 AU 6 JUILLET

PARIS

La déprime

INDICE CAC 40

-1,7%

Mauvaise, très mauvaise, même semaine. La Bourse de Paris a, ces derniers jours, repris des buts. Tant et si bien qu'il n'est rien resté des gains qui lui maintenaient la tête hors de l'eau. Elle est revenue en dessous de son niveau de la fin 1989.

Le démarrage n'avait pourtant pas été catastrophique. En repli de 0,5 % à mi-parcours, le marché avait, lundi, réduit l'écart à 0,27 %. Mardi même, la séance s'était achevée sur un gain de 0,12 %, insuffisant certes, mais prometteur. La chute fut brutale avec 0,79 % de baisse mercredi et le lendemain aussi après un creux de 1,35 %. A la veille du week-end, ce n'est rien de dire que la Bourse patageait. D'abord en recul (-0,47 %), elle refit le terrain perdu, tenta timidement de se redresser (+0,02 %), puis fit demi-tour, remonta (+0,01 %) avant de combler de nouveau son retard et même au-delà (+0,10 %). Bref, d'un vendredi à l'autre, l'indice CAC-40 a baissé de 1,7 % pour retomber en dessous de la barre des 2 000 points franchie à la fin de l'année dernière.

Si ce n'est pas de la déprime, cela y ressemble étrangement. Les investisseurs redouteraient-ils des difficultés auxquelles

l'économie française pourrait se heurter d'ici à la fin de l'année ? La prudence affichée par Saint-Gobain, les annués de Bull, les problèmes de Michelin et les estimations de résultats en baisse pour plusieurs grandes sociétés telles Dumez, Matra et quelques autres semblent être des signes annonciateurs de temps moins faciles. Toutes les analyses vont pourtant dans le même sens. Malgré le ralentissement observé, cette année comme 1991 seront encore, en termes de croissance, de bons crus.

Trois nouvelles peu encourageantes

Les experts y vont tous aussi de leurs révisions à la hausse. Il semble désormais acquis que l'expansion en France dépassera les 3 % avec peu d'inflation et, contrairement à 1989, une reprise des affaires durant le deuxième semestre. Les carnets de commandes ne sont-ils pas remplis ? Le même scénario serait valable pour 1991. Cependant, éternelle version de « Jean qui rit et Jean qui pleure », beaucoup croient apercevoir en toile de fond la menace constituée par une augmentation trop rapide des salaires, avec, en contrepoint, l'arrêt de la progression, voire la baisse, des bénéfices, de l'autofinancement et de la compétitivité. Bref, le risque de dérapage grandirait, et le remorqueur

effectué par le char de l'économie allemande ne ferait que retarder l'échéance.

En fait, trois nouvelles peu encourageantes sont parvenues cette semaine. Il y a eu tout d'abord le tassement du marché automobile français en juin (-8,5 %), tassement très relatif dans la mesure où, à nombre égal de jours ouvrables, le mois écoulé a été plutôt stable pour l'industrie de la voiture (+0,7 %). Quoi qu'il en soit, la baisse de l'action Peugeot (-8,5 %) a lourdement pesé sur le marché. Pour une raison simple : elle fait partie de la corbeille de valeurs retenues pour calculer l'indice CAC-40.

Deuxième nouvelle contraignante : la chute de Wall Street après cinq séances de hausse et le rafraîchissement de la fameuse barre des 2 900 points. Seulement contraignante, car elle n'a pas résulté de quelques ventes bénéficiaires mais du projet de taxation boursière porté à la Maison Blanche par le Wall Street Journal. Cette hypothèse a contribué à entretenir un malaise qui ne demandait qu'à s'installer.

Troisième nouvelle peu encourageante : les opérateurs, qui carraient encore l'espoir d'apercevoir une lueur au vu des dernières statistiques américaines sur le chômage, censées donner un tableau précis de la situation économique outre-atlantique, ont été lourdement

NEW-YORK

Grâce à la baisse du chômage

NOTICE DOW JONES

+0,8%

« No ! ». En dépit des pressions exercées par la Maison Blanche et nombre de parlementaires sur la Réserve fédérale pour l'inciter à baisser les taux d'intérêt afin d'empêcher une aggravation de la récession latente qui menace l'économie américaine, le FED n'a pas cédé. Lors de sa réunion de cette semaine consacrée à la politique monétaire à adopter, les membres chargés de veiller à la circulation du crédit ont renvoyé le procès-verbal à l'administration américaine : un bon et bel accord exécutif-Congrès sur les moyens de réduire sensiblement le déficit budgétaire est beaucoup plus sûr de faire baisser les taux, ont-ils rétorqué.

Cette passe d'armes a pesé sur le moral de Wall Street cette semaine et le marché s'est sensiblement affaibli jeudi. L'indice Dow Jones des industriels perdait jusqu'à 32,42 points en clôture. Un socle de mauvaise humeur qui est aussi à mettre au compte de l'information publiée le matin même par le Wall Street Journal et selon laquelle la Maison Blanche envisagerait de taxer les ventes de valeurs mobilières. Une menace écartée ultérieurement par certains membres de l'administration. Mais sans grande conviction.

Heureusement, la baisse du taux de chômage au mois de juin (5,2% contre 5,3% le mois précédent) a donné un peu de tonus à la cote vendredi. Le Dow Jones a terminé la semaine à 2904,95, en hausse de 26 points sur la veille et de 0,8% sur la semaine précédente avec un volume d'affaires de 111,7 millions d'actions (le plus faible de l'année). Mais certains esprits chagrins regrettent déjà que ce bon indice, reflet d'une moins mauvaise situation de l'économie, donne de nouveaux arguments au FED. Difficile de satisfaire tout le monde !

de notre correspondant SERGE MARTI

	Cours 29-6	Cours 6-7
Alcoa	63 3/4	66 1/2
AT&T	38 5/8	38
Boeing	58 1/2	60 1/2
Chase Man. Bank	23 7/8	23 5/8
De Post de New York	38 1/2	37 5/8
Eastman Kodak	40 1/2	39 7/8
Exxon	47 7/8	47 3/4
Ford	43 3/4	44
General Electric	69 3/8	70 5/8
General Motors	47 3/4	47 7/8
Goodyear	30 1/8	29 3/8
IBM	117 1/2	118
ITT	57 1/2	57 3/8
Mobil Oil	61 3/4	60 5/8
Pfizer	64 3/8	65 7/8
Schlumberger	57 1/2	56 3/8
Tesco	56 5/8	56 1/2
UAL Corp. (ex-Allegis)	150	152 3/4
Union Carbide	19 1/4	19 3/8
USX	33	33 1/2
Westinghouse	36 3/4	36 7/8
Xerox Corp.	46 7/8	46

TOKYO

La hausse se poursuit

INDICE NIKKEI

+1,6%

Pour la deuxième semaine consécutive, la hausse des cours s'est poursuivie au Kabuto-Cho. Malgré quelques ratés, le marché a en moyenne monté de 1,6 %. La demande s'est émanée tant des investisseurs nationaux que de l'étranger. Elle a souvent reposé sur des programmes d'achats liés à l'indice Nikkei.

L'éloignement de la crainte inflationniste en Allemagne de l'Ouest après l'unanimité mais aussi la stabilité du marché obligataire à Tokyo ont été les deux motifs d'encouragement. Pour le reste, la grande Bourse japonaise n'a bénéficié d'aucun stimulant particulier.

Comme partout, les opérateurs ont agi avec prudence dans l'attente de la publication vendredi après-midi des statistiques américaines sur le chômage pour juin. Dans l'immédiat, certains jouent une baisse des taux aux Etats-Unis,

sans assurance toutefois que cet exemple soit suivi au Japon.

Témoin de l'attentisme ambiant : les courants d'échanges quotidiens ont diminué en valeur pour atteindre 882,72 milliards de yens contre 937,53 milliards. En quantité, ils se sont stabilisés à 463,7 millions de titres contre 463,7 millions précédemment. Les opérateurs ont porté leur attention sur les valeurs de construction, les immobilières, les chemins de fer et les métaux non ferreux.

Indices du 6 juillet : Nikkei, 32.445,12 (c. 31.940,24); Topix, 2.364,20 (c. 2.343,36).

	Cours 29 juin	Cours 6 juillet
Alai	1 020	1 030
Bridgeston	1 530	1 510
Canon	1 880	1 900
Fuji Bank	2 600	2 640
Honda Motors	1 780	1 780
Matsushita Electric	2 140	2 160
Mitsubishi Heavy	1 000	999
Sony Corp.	9 980	8 800
Toyota Motors	2 350	2 290

Banques, assurances sociétés d'investissement

	6-7-90	Diff.
AGF	1 013	-60
Bul Equipement	264,50	-14,50
Banque IC	581	-26
Cedex	550	-8
CCF	228,40	-4,50
CFP	1 275	-30
CFI (1)	465	-18
Chargers	999	-14
CPR	410	-17,10
Eurofinance	2 030	-31
GAN	1 970	-26
Hénin (LA)	666	-5
Locafin	487	+2
Locindus (2)	776	+4
Nidid	1 261	-34
Nidid Bank	145,50	+0,50
OFI (3)	1 842	-25
Paribas	627	-11
Prêtat (1)	1 120	+23
Schneider	996	-21
Société générale	540	-21
Suez (C fin.) (4)	422,80	-11,30
UAP	588	-20
West	246,50	-14

(1) Coupon de 12 F.
(2) Coupon de 8 F.
(3) Coupon de 9 F.
(4) Coupon de 7 F.

Alimentation

	6-7-90	Diff.
Beghin-Say	930	+40
Bouffier	3 369	+86
BSN	856	-7
Carrefour	3 561	-44
Casino	1 123	-7,50
Eurocristal	4 180	-47
Guyenne-Gasc (1)	1 040	-47
LYM	4 395	-155
Orcl (1)	759	-10
Olipar	1 190	-75
Pern-Ricard	2 140	+55
Promodes	1 509	-12
St-La-Bouchon (2)	1 435	-145
Source Perrier	35 320	+320

(1) Coupon de 13 F.
(2) Coupon de 23 F.

Produits chimiques

	6-7-90	Diff.
Inst. Méneux	3 590	+229
Labo. Bell	2 305	+45
Roussel-Uclaf	2 340	-10
BASF	902	-8
Bayer	943	+10
Hoechst	908	+15
Imp. Chimie	1 113	+1,80
Sanki Hydro	165,50	-4
Synchelo	572	-7

Bâtiment, travaux publics

	6-7-90	Diff.
Auxil. d'entr (1)	1 041	-39
Bouygues	621	-36
Ciments Franc (2)	1 700	-33
Dumez	634	+40
GTM	1 690	-44
Immo. Phénix	116,40	-
J. Leclerc (3)	1 020	+23
Laforge (4)	454,80	+2
Poliet et Chaus.	600	-11
SGE-SB	242	+7

(1) Coupon de 30 F.
(2) Coupon de 9 F.
(3) Coupon de 24 F.
(4) Coupon de 8,70 F.

Matériel électrique

	6-7-90	Diff.
CCE (ex-Signaux)	639	+2
Général des etes	2 626	-13
IBM	651	-11
Interchemie	1 360	+5
ITT (1)	313,50	-7,60
Labinal (2)	1 085	+26,50
Legon	4 460	-50
Lyron des aux	702	-16
Natra (3)	344,20	-15,80
Merlin-Gerin	6 200	-60
Moulines	103	-0,50
Radiotechnique	965	-64
Schlumberger (4)	312,10	-11
SEB	1 279	-13
Sextant-Avionique	673	-4
Siemens	2 587	-2
Thomson-CSF	123,30	+1,40

(1) Coupon de 1,90 F.
(2) Coupon de 21,50 F.
(3) Coupon de 8 F.
(4) Coupon de 1,70 F.

Pétroles

	6-7-90	Diff.
BP-France (3)	137,40	+5,20
ELF-Aquitaine (1)	653	-9
Esso (2)	769	-25
Primagaz	725	-28
Raffinage (Fr. des)	215	+12
Sogepar	466,10	-8,90
Total	687	-100
Exxon	929	-12
Petrolina	1 921	-6
Royal Dutch	414	-7,60

(1) Coupon de 21 F.
(2) Coupon de 10 F.
(3) Coupon de 5 F.

Valeurs diverses

	6-7-90	Diff.
Accor (1)	1 043	-
Air liquide	781	-27
Arjomat	2 284	-10
Bic	650	-10
Bis	581	-4
CGIP	1 294	+58
Club Médier (2)	612	-5
Esprit (3)	2 607	-90
Euro-Diet	1 000,80	-2
Europe 1	1 300	-25
Eurotunnel	48,50	+0,55
Groupe Cité	831	-20
Hache	312	-28
Havas	630	-20
Marine Wendel	407	-12,40
Navigation mule	1 550	+30
Nord-Est	190	-5,20
L'Oréal (5)	4 879	-
Saint-Gobain	559	-25
Sanofi	965	-8
Sauvies Châtillon (4)	321	-7,50
Skis Rossignol	1 039	-6

(1) Coupon de 12,50 F.
(2) Coupon de 10 F.
(3) Coupon de 43 F.
(4) Coupon de 6,50 F.
(5) Divisé par 10.

Valeurs à revenu fixe

	6-7-90	Diff.
PMIE 10,6 % 1978	100,50	-0,20
8,80 % 1977	119,60	-0,2
10 % 1978	100,40	+0,05
9,20 % 1978	100	+0,05
9 % 1978	98,55	-0,15
10,30 % 1978	101,99	+0,39
CNE 3 %	3675	+13
CNE 5 %	99,80	+0,64
CNE 5 % 000 F	100,20	+0,20
CNE 5 % 000 F	100,20	inch.
CNE 5 % 000 F	99,74	+0,03

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 6 juillet 1990
Nombre de contrats : 48 449

	6-7-90	Diff.
BP-France (3)	137,40	+5,20
ELF-Aquitaine (1)	653	-9
Esso (2)	769	-25
Primagaz	725	-28
Raffinage (Fr. des)	215	+12
Sogepar	466,10	-8,90
Total	687	-100
Exxon	929	-12
Petrolina	1 921	-6
Royal Dutch	414	-7,60

(1) Coupon de 21 F.
(2) Coupon de 10 F.
(3) Coupon de 5 F.

	6-7-90	Diff.
Inst. Méneux	3 590	+229
Labo. Bell	2 305	+45
Roussel-Uclaf	2 340	-10
BASF	902	-8
Bayer	943	+10
Hoechst	908	+15
Imp. Chimie	1 113	+1,80
Sanki Hydro	165,50	-4
Synchelo	572	-7

Bâtiment, travaux publics

	6-7-90	Diff.
Auxil. d'entr (1)	1 041	-39
Bouygues	621	-36
Ciments Franc (2)	1 700	-33
Dumez	634	+40
GTM	1 690	-44
Immo. Phénix	116,40	-
J. Leclerc (3)	1 020	+23
Laforge (4)	454,80	+2
Poliet et Chaus.	600	-11
SGE-SB	242	+7

(1) Coupon de 30 F.
(2) Coupon de 9 F.
(3) Coupon de 24 F.
(4) Coupon de 8,70 F.

Mines d'or, diamants

	6-7-90	Diff.
Anglo-American	161,90	+1,80
Amgold	420	-10
Bul. Gold M.	81,70	+0,70
De Beers	127	+2,90
Dmet. Cont.	62,60	+1,10
Gencor	15,20	+0,20
Harmony	35,95	+1,35
Randfontein	25,15	+0,25
Saint-Helena	45,00	+2,20
Western Deep	169	inch.

Mines, caoutchouc

	6-7-90	Diff.
Géophysique	1 135	-53
Intérel	357	-4
Michelin	101,20	+3,50
Metalurop (1)	168,10	+0,30
RTZ	52	+3,10
ZCI	1,91	-0,08

(1) Coupon de 4 F.

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

Valeurs	Hauss %	Valeurs	Baiss %
Dumez	+9,2	Bailly	-12,1
SGE	+7,6	Enor	-11,2
Compt. St	+5,8	Robotechnique	-10,3
CDM	+5,6	SCDA	-9,6
ALPI	+5,4	Sodexo	-9,4
Raffin. distr.	+5,1	Source Perrier	-9,3
BP France	+5,0	Facon	-8,7
Fives Lille	+5,0	Salomon SA	-8,2

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*)

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
Peugeot SA	797 821	636 277 799
CGE	920 774	574 343 829
Avenir RM	1 112 381	440 165 772
Elf Aquitaine	688 194	426 679 462
SPEP	561 437	392 967 335
Suez Financière	809 561	352 152 931
Paribas Act. A.	503 937	324 121 397
Bouygues	462 945	298 426 296
Laforge Coppée	381 644	257 756 624
Dumez	399 145	239 131 337
Eaux (Gén. des)	90 250	238 791 837

(*) De vendredi 29 juin 1990 au jeudi 5 juillet 1990 inclus.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

هكذا من الاجل

Plus de deux mille personnes évacuées

1 000 hectares de forêt ravagés dans le Var

Les incendies qui ont ravagé le département du Var dans la nuit du 6 au 7 juillet ont causé d'importants dégâts. 1 000 hectares de forêt et de garrigues ont été détruits, et plus de deux mille personnes ont dû être évacuées par précaution. Samedi matin, on déplorait treize blessés légers et la destruction partielle d'un centre de vacances dans la région d'Agay et celle totale de plusieurs habitations et d'un camping dans le village des Issambres. En tout début de matinée, les pompiers, toujours sur le pied de guerre, estimaient que l'un des deux foyers, celui de La Londe-les-Maures, était l'origine de l'incendie.

Les incendies qui se sont déclarés, vendredi 6 juillet, dans la région de Saint-Aygulf, près de Fréjus (Var), et dans celle de La Londe-les-Maures, située à environ 25 kilomètres de Toulon, faisaient toujours rage dans la nuit de vendredi à samedi en dépit d'importantes forces de sapeurs pompiers déployées sur les lieux. Attisés par un vent violent de 60 à 80 kilomètres à l'heure, les flammes ont ravagé plus de 1 000 hectares de forêts et de garrigues et entraîné les forces d'intervention à évacuer plusieurs campings et centres de vacances menacés par le feu.

Le long des routes, un mouchoir sur le nez pour se protéger des fumées et des poussières produites par le feu, les vacanciers malheureux, des valises faites à la hâte dans chaque main, se sont dirigés vers les centres d'accueil mis en place par les municipalités proches. C'est ainsi que 1 500 personnes de Saint-Aygulf, 400 de La Londe et 200 de Bormes-les-Mimos ont été évacuées vers les salles de réunions des mairies et les écoles de Fréjus, de La Londe et du Lavandou ou placées chez les habitants.

Pendant ce temps, des centaines de pompiers venus des départements du Var, des Bouches-du-Rhône, des Alpes-Maritimes et des Alpes-de-Haute-Provence luttent contre les deux incendies que le vent attisait. En dépit des moyens aériens mis en place - trois Canadair et quatre hélicoptères sur le foyer de Saint-Aygulf et trois Canadair, deux trackers, un hélicoptère bombardier d'eau et un Fokker sur celui de La Londe-les-Maures - les brigades d'intervention connaissent quelques difficultés à contrôler les feux qui ont fait, selon un premier bilan, 13 blessés légers (11 pompiers et 2 civils) pour la plupart intoxiqués par la fumée.

Dès les premières heures du jour, samedi matin, les avions et les hélicoptères engagés dans la lutte devaient reprendre leurs rotations. Une aide très attendue par ceux qui luttent au sol et qui,

non contents d'avoir à combattre dans les régions de Saint-Aygulf et de La Londe, ont dû disperser leurs forces et porter une partie de leurs efforts sur d'autres foyers de moindre importance. Deux départs de feu, au Bausset près de Toulon et à Noulles près de Cuers ont ainsi été « réglés » par une rapide intervention des pompiers après avoir brûlé 1 hectare chacun. Un autre, signalé à Lorgues près de Draguignan, a été vite maîtrisé.

Au centre opérationnel départemental d'interventions (Codis), on affichait, samedi en milieu de matinée, une certaine confiance car le vent était tombé. De fait, les pompiers estimaient que le feu, qui avait ravagé 400 hectares dans la région de La Londe, « était fixé, qu'il n'y avait plus de flammes et que les 442 pompiers encore présents traitaient les litières du sinistre » en arrosant les limites de l'incendie sur une largeur d'au moins 10 mètres pour éviter toute reprise.

• Lire page 7 : le reportage de notre correspondant dans le Var : « Rouge Midi ».

AFRIQUE DU SUD

Vingt-sept Noirs blessés dans un attentat à Johannesburg

Vingt-sept Noirs ont été blessés, vendredi 6 juillet, par l'explosion d'une bombe dans une gare routière bondée de Johannesburg. Un collaborateur de M. Nelson Mandela à la direction du Congrès national africain (ANC) a imputé la responsabilité de l'attentat aux extrémistes blancs partisans du maintien de l'apartheid. M. Andrew Mlangeni a estimé que ces extrémistes cherchaient ainsi à empêcher les négociations entre le gouvernement du président Frederik De Klerk et les organisations anti-apartheid. Un porte-parole de la police a expliqué que l'explosion, la sixième dans la ville en une semaine, avait sans doute été provoquée par une bombe placée dans une poubelle et que les autorités poursuivaient leur enquête.

Les cinq précédents attentats, contre des hommes politiques progressistes, une synagogue et un journal anti-apartheid, ont été revendiqués par un groupe d'extrémistes afrikaners, les Loups Blancs. Ils ont promis de nouvelles actions pour protester contre les réformes de M. De Klerk. (Reuters)

LIBÉRIA

Le président Doe pose des conditions à son départ

Le président Samuel Doe accepte de quitter Monrovia alors que les rebelles progressent dans les faubourgs de la capitale, mais il pose des conditions apparemment inacceptables pour les Américains, indiquant-on vendredi 6 juillet de sources diplomatiques à Abidjan. Selon ces sources, M. Doe a admis le principe de son départ et demandé aux Etats-Unis d'assurer son transport, ainsi que celui d'une centaine de soldats, vers le comté de Grand-Gedeh (300 km au nord-est de Monrovia) d'où il est originaire et où il aurait déjà massé 3 000 militaires de son ethnie, les Krahos.

Les Etats-Unis avaient publiquement affirmé qu'ils assureraient sa sécurité s'il désirait quitter le Libéria, mais les diplomates s'attendent que Washington refuse de l'aider à rejoindre sa région natale, de peur qu'il ne cherche à reprendre le pouvoir à partir de cette base. La guerre civile a déjà fait au moins 5 000 morts dans un pays de moins de 3 millions d'habitants.

La principale force gouvernementale est la garde présidentielle

dont les quelque 500 membres ont été formés par des Israéliens. Ils sont bien armés et très motivés car ils sont presque tous Krahos. Les quelque 1 500 autres soldats loyalistes, dont une majorité de recrues levées à la hâte en juin, sont mal équipés, peu encadrés, et plus occupés à piller et à tuer qu'à défendre la capitale.

Les insurgés étaient à moins de 2 kilomètres de la station de radio religieuse ELWA, vendredi, quand les missionnaires ont suspendu les émissions et signalé à leurs supérieurs aux Etats-Unis que, disposant d'un puits, ils hébergeaient plusieurs milliers de Libériens privés d'eau potable depuis la prise de la station de pompage (au nord de Monrovia). Ils prodiguaient des soins à d'innombrables blessés par balles. Le silence de cette radio religieuse prive le Libéria de l'un de ses derniers moyens de communication avec l'extérieur. La radio d'Etat n'a pas une puissance suffisante pour être entendue de l'étranger, et le téléphone et le téléfax ne fonctionnaient plus. (AFP)

Trois ans après la banqueroute de la célèbre joaillerie

Les frères Chaumet sont renvoyés en correctionnelle

Le juge d'instruction parisien chargé de l'affaire de la célèbre joaillerie parisienne Chaumet, M. Michel Anquetil, qui a succédé à M. François Chautau, a rendu, vendredi 6 juillet, une ordonnance de renvoi devant le tribunal correctionnel, conformément aux réquisitions du parquet. MM. Jacques et Pierre Chaumet, âgés respectivement de soixante-trois et soixante et un ans, sont poursuivis des chefs de « banqueroute, escroquerie, abus de confiance et exercice illégal d'activité d'établissement de crédit ».

Inculpés et incarcérés le 13 juin 1987, ils avaient été remis en liberté le 11 décembre de la même année. MM. Claude Oppenheimer, Jacques Peruchon de Brocard, Guy Bertrand de Puyraby, Raymond Puel de Lobel, Guy Thion de la Chaume et Richard Banton se voient, quant à eux, reprocher des faits de « complicité relative à l'infraction d'exercice illégal d'établissement de crédit » et

sont eux aussi renvoyés en correctionnelle.

L'affaire Chaumet avait éclaté au mois de mai 1987, quand un administrateur provisoire avait été désigné à la tête de la célèbre joaillerie de la place Vendôme, à Paris. Il était alors apparu que la maison Chaumet, deux fois centenaire et qui comptait parmi ses clients « historiques » Napoléon I^{er} et la reine Victoria, avait un passif de près de deux milliards de francs, dû à une pratique dite « exclusive » de prêts à certains clients d'importantes sommes d'argent, que la maison Chaumet s'engageait à convertir en achats de pierres précieuses, avec la garantie de plus-values annuelles de l'ordre de 20 %.

L'enquête de la brigade financière de la police judiciaire devait rapidement démontrer que les activités illégales de la maison Chaumet étaient plus importantes et plus diversifiées que ce qui était apparu initialement.

Ainsi, outre les activités de banque occulte, les diverses plaintes déposées par des créanciers contre les frères Chaumet avaient fait apparaître des pratiques frauduleuses telles que la présentation de faux bilans pour obtenir des financements, selon les accusations de la filiale française de l'American Express Bank, qui avait fait valoir une créance de 35 millions de francs auprès de la joaillerie.

Garde des sceaux quand éclata le scandale, M. Alain Chandon, client de la joaillerie, y possédait un compte courant. Mis en cause, le ministre s'était défendu en expliquant qu'il avait bien possédé un tel compte de 1972 à 1983 et que ce compte ne lui servait « qu'à des opérations commerciales » et que cela « n'avait rien d'illégal ». Selon ses propres déclarations, M. Chandon avait évalué à 5,8 millions de francs la perte qu'il avait subie après la banqueroute de la maison Chaumet.

Nominations de magistrats

M. Bézard, procureur de la République à Paris est nommé conseiller à la Cour de cassation

Plusieurs nominations de magistrats ont été décidées, vendredi 6 juillet, lors d'une réunion du Conseil supérieur de la magistrature présidée par M. François Mitterrand. M. Pierre Bézard, procureur de la République près du tribunal de grande instance de Paris, et MM. Pierre Guerdier, Jacques Lesage et Bernard Chemin, présidents de chambre à la cour d'appel de Paris, sont nommés conseillers à la Cour de cassation.

Lors de cette même séance, M. Henri Vray, président de la cour d'appel de Saint-Denis de la Réunion (Réunion), a été nommé premier président de la cour d'appel de Limoges. Il est remplacé à son poste par M. Robert Dufourburg, jusqu'alors président du tribunal de grande instance de Rouen. M. Jean Parony, directeur de l'Ecole nationale des greffes, est nommé premier président de la cour d'appel de Poitiers. Enfin, M. Jean Vayrac, président de chambre à la cour d'appel d'Agde, est nommé premier président de la cour d'appel de Riom.

M. Pierre Bézard, âgé de cinquante-sept ans, avait été nommé procureur de la République du tribunal de grande instance de Paris le 18 juillet 1988. Né à Saigon, il fit un doctorat de droit et commença sa carrière de magistrat à Limoges, comme substitut. Rattaché à l'administration centrale au ministère de la justice, il s'y occupa successivement du droit international, du droit des sociétés, du bureau du droit commercial, puis il est nommé expert près les communautés européennes. Détaché en 1976 comme chef du service juridique de la Commission des opérations de Bourse (COB), il rejoint le parquet de Paris en 1976, comme procureur adjoint. En 1986, il est nommé à la Cour de cassation, auprès de la chambre commerciale. Après la cohabitation, il remplace M. Michel Raynaud à la tête du parquet de Paris.

Plusieurs incidents l'avaient depuis lors opposé au ministère de

la justice, notamment au cours de l'affaire Luchaire où il avait semblé ne pas accepter volontiers les consignes de la place Vendôme où l'on exigeait que le parquet prenne des réquisitions de non-lieu. Dans un entretien à l'Est républicain, il avait affirmé que cette affaire, qui avait été « soufflée politiquement, était aujourd'hui dépolitisée politiquement ». Le procureur de la République avait eu beau expliquer qu'il s'était fait piéger par le journaliste, et que ses propos n'étaient pas destinés à être publiés, le ministère de la justice n'avait guère apprécié la liberté de ton du magistrat. Par la suite, de nouvelles dissensions étaient apparues sur la conduite de l'action publique dans l'affaire de la Société générale. On ne connaissait pas, samedi 7 juillet, le nom du successeur de M. Bézard.

Après la démission du ministre du tourisme

Les élus socialistes de Cherbourg souhaitent le départ de M. Stirn

Les élus socialistes de la municipalité et de la communauté urbaine de Cherbourg ont adressé à M. Olivier Stirn une lettre lui demandant de se démettre de ses mandats de conseiller municipal et de président de la communauté urbaine. « Nous avons accordé à M. Stirn un délai de deux ou trois jours, à sa demande, mais nous souhaitons qu'il nous remette sa démission dans les meilleurs délais », a déclaré M. Georges Picot, président du groupe socialiste de la communauté urbaine. Invité de l'émission « Objections », sur France-Inter, vendredi 6 juillet, l'ancien ministre déchu au tourisme a indiqué qu'il n'avait pas l'intention de reprendre le siège de député de la Manche, que son suppléant, M. Bernard Carvin, refuse, de toute façon, d'abandonner.

A une semaine du 14 juillet

Discussions entre l'Elysée et la chancellerie à propos des grâces collectives

Selon l'Agence France-Presse, on considère à l'Elysée que le président de la République ne devrait pas signer de décret de grâces collectives à l'occasion du 14 juillet. Le droit de remise de peine traditionnellement exercé par le chef de l'Etat au moment de la fête nationale, sur proposition de la chancellerie, n'est pas une constante, et M. Mitterrand n'en a fait usage qu'à quatre reprises depuis son élection à la présidence de la République (en 1981, 1985, 1988 et 1989). L'an dernier, le décret de grâces collectives signé par le chef de l'Etat avait ainsi entraîné la libération d'un peu plus de trois mille détenus, pour l'essentiel des

petits délinquants condamnés à des courtes peines.

Samedi 7 juillet en fin de matinée, on nous précisait toutefois à l'Elysée que la décision n'est pas encore arrêtée. Le ministère de la justice, de son côté, prépare à toutes fins utiles un projet de décret de grâces qui pourrait être soumis en début de semaine prochaine au président de la République. On assurait, place Vendôme, que la décision politique n'avait en effet pas été prise, et l'on confirmait qu'il n'y avait pas eu de « commande de l'Elysée, cette année ». Le ministère de la justice devrait s'entretenir de cette question avec le président de la République dans les prochains jours.

EN BRIEF

ALGERIE : Nouveaux affrontements au M'Zab. - Onze personnes ont été blessées jeudi 5 juillet à Berriane, localité du M'Zab, où des affrontements avaient déjà fait trois morts le mois dernier en raison des tensions entre la population berbère de rite ibadite et le reste des Berbériens qui se réclament du rite malékite. Des gardarmes figurent parmi les blessés, et des armes à feu ont été utilisées par les fauteurs de troubles.

INDE : Administrations directes au Cachemire. - L'Etat du Cachemire (nord de l'Inde) sera administré directement par le gouvernement indien à partir du 19 juillet, a annoncé vendredi 6 juillet, le ministre de l'Intérieur indien. Cette annonce intervient alors que l'armée indienne a pris le contrôle du Cachemire vendredi soir, sur ordre du gouverneur de l'Etat de Jammu-et-Cachemire, M. Gish Saxena. Ce dernier avait déclaré jeudi la région « zone trouble » et a investi les forces de l'ordre de pouvoirs exceptionnels pour arrêter les violences liées à la campagne séparatiste des militants musulmans. (AFP)

Un cadre du Front national condamné pour un article « révisionniste ». - M. Michel Konen, cadre du Front national, auteur d'un article niant la réalité des chambres à gaz et du génocide dans le magazine bi-hebdomadaire de Seine-et-Marne le Pays briard, a été condamné, jeudi 5 juillet, à quatre mois de prison avec sursis et à 15 000 francs d'amende par le tribunal de grande instance de Meaux pour diffamation envers un groupe de personnes en raison de leur origine ou de leur religion. Le directeur de la publication, M. Michel Vincent, a été condamné à une amende de même montant. En revanche, les deux hommes ont été relaxés du chef d'incitation à l'incitation à la haine raciale pour lequel ils étaient également poursuivis (le Monde du 14 juin). Les deux parties civiles au procès, la LICRA et l'Association des fils et filles de juifs tués, reçoivent le franc symbolique et une somme de 15 000 francs de dommages-intérêts.

Confirmation du jugement ordonnant au PDG de Pioneer-France de démolir son port privé. - La cour d'appel de Bastia a confirmé, mercredi 4 juillet, le jugement condamnant M. Jacky Setton, PDG de Pioneer-France, à détruire le port privé qu'il avait construit sans permis sur l'île de Cavallo (Corse-du-Sud). L'industriel devra démolir dans un délai de six mois, sous peine d'une astreinte quotidienne de 5 000 F, les hangars à bateaux et remettre en état le chenal, selon l'arrêt de la cour, qui a suivi le jugement rendu le 2 février par le tribunal de grande instance d'Ajaccio. La cour d'appel a cependant réduit l'amende de M. Setton de 250 000 F à 200 000 F.

British Airways commande 33 Boeing 747. - La compagnie aérienne British Airways a annoncé, le 6 juillet, une commande de 4 milliards de livres (près de 40 milliards de F) au constructeur aéronautique américain Boeing, portant sur 33 jumbos Boeing-747. (AFP)

L'ESSENTIEL

DATES

Il y a deux cents ans, la Fête de la Fédération... 2

ÉTRANGER

L'avenir des espions est-allemands Les confidences de Markus Wolf... 3

La Bulgarie sans président La démission de M. Miladenov... 3

Après le sommet de l'OTAN... 4-5

Terrorisme en Afrique du Sud Vingt-sept Noirs blessés dans un attentat à Johannesburg... 16

POLITIQUE

Crédits militaires M. Chevènement en appelle à l'arbitrage de M. Mitterrand dans le conflit qui l'oppose à M. Bérézgovov sur le budget des armées en 1991... 6

La droite et le Front national L'élection d'un vice-président FN au conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur provoque des remous à l'UFP... 6

Livres politiques Et si l'on parlait du Parlement, par André Laurens... 6

SOCIÉTÉ

Expulsions : le rapport Bloch-Lainé Le médiateur a rendu compte des difficultés de sa mission... 7

Le bilan annuel des chaînes publiques Un bilan pour Antenne 2, un satisfait modéré pour FR 3, des

CULTURE

Photographes de l'Est à Lausanne Une première grande exposition présente des reportages qui témoignent et dénoncent... 9

Les collections hommes du prêt-à-porter Confort et nonchalance pour les hommes de l'été 91... 9

Châteauvallon sous le signe du sacré Susan Buirge a ouvert le Festival de danse avec Mana Performance, un rituel plus qu'un spectacle... 9

CHRONOLOGIE

Juin 1990 dans le monde... 12

ÉCONOMIE

Education nationale et entreprises Pour la première fois, les recteurs et les représentants du CNPF ont examiné ensemble les emplois de demain... 13

Licenciements chez Roudière Le conflit prend à une tournure dramatique, selon la direction... 13

Nouvelle stratégie de Casino Face à une détérioration de sa rentabilité, le distributeur se réorganise et baisse ses prix... 13

Revue des valeurs... 14

Crédits, changes, grands marchés... 15

Services

Abonnement... 2
Carnet... 11
Météorologie... 11
Mots croisés... 11
Radio-Télévision... 11
Spectacles... 10

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LEMON

Le numéro du « Monde » daté 7 juillet 1990 a été tiré à 520 177 exemplaires.

RAYONNAGES BIBLIOTHEQUES A VOS MESURES



PRIX TRÈS COMPÉTITIFS
25 années d'expérience
R.-M. Leroy, fabricant - 288, av. du Maine, 75014 Paris. Tél. : 45-40-57-40

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT
Le Monde CHAMPS ÉCONOMIQUES